

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du Parti Socialiste Unifié

JEUDI 23 JANVIER 1969 — N° 396

1F50



Le non
des étudiants

SOMMAIRE

• Editorial

3. Un congrès pour l'avenir.
Edouard Depreux

• Luttes ouvrières

4. Des ouvriers du verre parlent.
Jacques Ferlus
5. Hérault : Le traitement des ouvriers.

• Politique intérieure

6. La crise du Figaro.
Gilbert Hercet
- Bretagne : Derrière les arrestations.
Dominique Yvoire

• Economie

- 7-8. Dossier Saint-Gobain-B.S.N.
Jacques Malterre

• Notre société

9. Une justice à la mesure du régime.
Alain Malory

10-11.

• Interview de Jacques Sauvageot et Luc Barret

Jacqueline Giraud

• Luttes internationales

- 13-14-15. U.S.A. : Nixon au pouvoir.
Henri Beley

— Tchécoslovaquie : La normalisation à Prague
Gilbert Chantaire

— Grèce : Le Nouvel An
Rémy Grillault

• Vie culturelle

- 16-17-18-19. Le manifeste de Guy Mollet.
Gilbert Hercet

L'ouverture du Théâtre de la Ville.
Dominique Nores

Deux heures avec J.-L. Godard.
Jean-Paul Fargier, Bernard Sizaire

• Le fait du jour

20. Cuba si a dix ans.
Jean-Marie Vincent

Actuelles

Les amis d'Edgar

M. Edgar Faure voit depuis quelques semaines ses adversaires se multiplier. Il n'y a pas de jour où dans cette pétaudière qu'est la majorité gaulliste, un C.D.R., un fonctionnaire du régime, un ministre ne décoche sa flèche au nouveau Saint-Sébastien. Le Général lui-même serait lassé dit-on et aurait fort mal pris l'esclandre journalistique de son ministre. On supputerait déjà en haut lieu les termes combien élogieux de la lettre de congédiement.

Mais il est un dernier caré dont le soutien à la politique d'Edgar Faure ne s'est pas un instant affaibli et c'est le Parti Communiste. On comprend avec quelle satisfaction le ministre incompris peut chaque matin trouver son réconfort dans la lecture de l'« Humanité ».

Sur le plan étudiant, ce soutien est d'un faible secours pour le gouvernement, puisque, chacun peut le constater, l'U.E.C. (Union des Etudiants Communistes) ne représente plus rien. Lors du Congrès de l'U.N.E.F. à Marseille, les militants communistes qui représentaient à peine 10 % du Congrès avaient mis au point une tactique groupusculaire d'interruptions injurieuses et d'obstruction systématique ; ils étaient appuyés sans discrétion par le service d'ordre local du P.C.F. Depuis lors, avec impavidité, la presse communiste continue de rappeler les positions des « 8 AGE » communistes, mais chacun sait que leur représentativité égale celles des évêques « in partibus » témoignant aujourd'hui pour les chrétiens de l'Empire Romain d'Orient. Lille, Saint-Etienne, Toulouse ont été élevés à l'U.E.C. au cours d'assemblées générales plénières qui ont simplement légalisé la disparition des directions communistes. Mulhouse n'a jamais existé en tant qu'AGE. Si les communistes se maintiennent encore à Nancy c'est qu'assez habilement ils ont su s'y camoufler derrière la façade de « cathos, compagnons de route ». A Orsay, ils sont minoritaires et leurs positions participationnistes ont été condamnées par les étudiants. En fait, c'est une majorité toujours supérieure aux 2/3 qui, par delà les divisions du « Mouvement de Mai », s'est dans toutes les grandes villes universitaires prononcée contre le maintien d'un syndicat de type corporatiste et contre la permanence de structures bureaucratiques au niveau des AGE que l'U.E.C. et l'A.J.S. étaient seuls à défendre.

Placé en face de l'effondrement de son groupuscule étudiant, le P.C.F. fut sans doute un moment tenté par la perspective scissionniste. Mais il a jugé trop dangereux de construire, face à l'U.N.E.F., un appendice syndical sans audience, sur une base politique

qu'occupent déjà les éléments modérés et fauristes.

La direction du P.C.F. a donc décidé d'intervenir de l'extérieur et d'attaquer l'organisation étudiante, au moment où celle-ci affronte une nouvelle bataille avec le gaullisme. Voilà Frasuchi et Séguy convoqués et sommés de publier au nom du Bureau Confédéral de la C.G.T. (**Humanité** du 16 janvier) une nouvelle déclaration de guerre à l'U.N.E.F. Voilà Bouvard, (**Humanité** du 17 janvier) rédigeant sur le Président de l'U.N.E.F. une diatribe qui étonnerait, si son auteur n'était connu comme l'homme de toutes les besognes.

Aux côtés des listes modérées, il y aura donc des listes communistes lors des élections Faure. Ces dernières essaieront vraisemblablement dans plusieurs cas d'usurper le sigle U.N.E.F. malgré les décisions prises sur ce point par l'immense majorité au Congrès de Marseille. Le Bureau National de l'U.N.E.F. a fait savoir que de telles listes seraient désavouées.

Albert Rousselles

Vie militante

Hauts-de-Seine

Progrès du P.S.U.

Dans son rapport politique soumis au VI^e Congrès du Parti, le Bureau National note que, parmi les aspects qui ont contribué à modifier la nature du Parti ces derniers mois, c'est sans conteste l'implantation croissante sur les lieux de travail qui en est la réalisation la plus spectaculaire. Ce développement, marqué par la journée nationale d'action dans les entreprises réunissant en octobre près de 200 délégués venus de 35 départements (voir « T.S. » n° 386), permet aujourd'hui de dénombrier plus de 100 entreprises où le P.S.U. est organisé. C'est dans le département des Hauts-de-Seine que les meilleures réalisations ont pu être établies avec 10 sections et 6 groupes d'entreprises constitués. Aussi l'Assemblée Entreprises que la Fédération des Hauts-de-Seine a organisée samedi à Levallois, prenait-elle une importance particulière et **Tribune Socialiste** tenait à y être présente pour faire le point avec nos camarades des sections et groupes d'entreprises.

Autour de Jacques Malterre, membre du Bureau National, et de Pierre Eggens, responsable fédéral aux Entreprises, une vingtaine de camarades représentaient 9 groupes réunissant plus de 80 membres du Parti. Les situations sont bien évidemment différentes et c'est pourquoi le tour d'horizon, faisant ressortir les différents degrés d'implantation, fut très utile. En règle générale, tous les groupes ont été lancés à peu près de la même façon, sous la forme d'un tract distribué aux travailleurs, leur annonçant la naissance d'une or-

ganisation du P.S.U. dans l'entreprise et les raisons politiques motivant cette initiative. Partout, il faut le dire, que ce soit au courant de la grève en mai ou juin, ou à la rentrée d'automne, l'accueil des travailleurs a toujours été très chaleureux.

Bien entendu, l'information se poursuit ensuite par la distribution du matériel national et la réalisation de tracts sur les problèmes particuliers de l'entreprise, ainsi le long document que nos camarades de la C.S.F. à Malakoff ont rendu public sur la prochaine absorption par la Thomson et qui fit grand bruit dans l'entreprise. Particulièrement intéressante est l'expérience de nos camarades à Levallois, chez Uguine-Kulhman qui participèrent en juin au lancement d'un journal d'entreprise qui ne portait aucune étiquette politique. Aujourd'hui l'influence des militants du P.S.U. s'est accrue au point que, sans en porter nommément la responsabilité, leur poids est devenu décisif dans la rédaction du journal, ce qui permet à nos camarades de diffuser largement les idées du socialisme que nous voulons parmi les travailleurs.

A la régie Renault, à Billancourt, c'est par une vente régulière et intensive de **Tribune Socialiste** que la propagande doit se développer. Mais le projet le plus intéressant qui a été présenté est certainement celui de nos camarades de l'Electronique Dassault qui veulent mener une action sur le thème de l'embargo sur les armes pour Israël. Les travailleurs de l'entreprise sont en effet particulièrement concernés, non pas tant en raison des menaces sur l'emploi qui sont assez faibles mais parce qu'ils sont sensibilisés par les lamentations du patron. Il fut beaucoup discuté de ce projet à Levallois et conclu que l'action devait aborder le problème général des industries de guerre et toucher toutes les boîtes concernées : Dassault bien sûr, la C.S.F. et la T.B.T. déjà nommés, mais aussi Hispano et nos camarades de la S.N.E.C.M.A. à Paris. Elle devrait dénoncer les tentatives de Marcel Dassault pour constituer un front uni de tous les patrons et de tous les syndicats contre l'embargo, faire ressortir qu'une telle alliance est impensable et souligner surtout à quel point la « politique » dont certains travailleurs se détournent avec tant de pureté influe sur la condition des travailleurs, montrer comment, dans notre économie, les industries d'armement jouent un rôle artificiel et sont étroitement dépendantes des choix gouvernementaux, aujourd'hui l'embargo, demain un certain retour à l'atlantisme.

Il y a là une excellente démonstration de ce qui constitue le travail politique dans l'entreprise. Car c'est de la définition de leur rôle que dépend encore aujourd'hui le développement des groupes en gestation.

Philippe Guyot

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Christian Guerche

Rédacteur en Chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Butthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur

de la Publication

Guy Degorce

Rédaction :
81, rue Mademoiselle
Paris (15^e). Tél. 306-22-60

Administration
et Publicité :

54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Tél. : SUP. 19-20

Le présent numéro est
tiré à 25.100 exemplaires.

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

BULLETIN D'ADHÉSION AU P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Un Congrès pour l'avenir

Edouard Depreux

Après avoir suivi attentivement les débats de nos deux derniers Comités Politiques Nationaux, pris contact avec de nombreux camarades et sympathisants et échangé une abondante correspondance avec des amis, je me réjouis de voir notre Congrès des 14, 15 et 16 mars s'annoncer sous les plus heureux auspices.

Je me souviens avec un peu d'émotion qu'à une époque où le P.S.U. n'avait pas encore triomphé de ses maladies infantiles, dont la « tendance » aiguë était la plus apparente, de bons apôtres avaient songé à nous ensevelir dans le linceul de pourpre où dorment les dieux morts, après avoir, non sans habileté, rendu hommage « à la belle page d'histoire que nous avons écrite, en affirmant presque seuls la permanence socialiste et démocratique en des heures tragiques ». J'ai rétorqué alors que nous étions au creux de la vague, que « si le P.S.U. n'existait pas, il faudrait l'inventer ». Les événements qui se sont déroulés depuis notre dernier Congrès, les adhésions et les réadhésions, les créations de sections en particulier dans les entreprises, la diffusion sensiblement accrue de **Tribune Socialiste** témoignent qu'un nombre de plus en plus important de travailleurs manuels et intellectuels ont actuellement conscience de cette nécessité. L'échec aussi retentissant que prévisible des tentatives de regroupement entre socialistes et non-socialistes, entre authentiques hommes de gauche et nostalgiques des coalitions centristes imprégnées d'un atlantisme tantôt avoué, tantôt honteux, a ouvert bien des yeux.

Comment ne pas se demander : « où en serions-nous aujourd'hui sans le P.S.U. ? » Les grèves ouvrières et étudiantes de mai 1968 ont détruit bien des illusions. On peut être tué **SUR** les barricades, comme l'a été BAUDIN en 1851. On peut également être tué politiquement **PAR** les barricades, en étant totalement étranger à l'esprit, aux revendications, aux colères et aux espérances des combattants. Les conservateurs n'ont pas été, de ce point de vue, les seules victimes ou, plus exactement, il n'y avait pas de conservateurs qu'à droite. Le mouvement a

permis une clarification de bien des positions et on ne reviendra jamais à l'état de choses antérieur.

Les absences en de telles circonstances, comme lors des grandes manifestations contre l'impérialisme américain au Vietnam, n'étaient pas seulement motivées par la tiédeur militante, mais également par un défaut de choix politique net... sinon par une option en faveur du camp adverse.

Le P.S.U. ne se considère certes pas comme une association d'anciens combattants contre le coup de force militaire de mai 1958, contre la guerre d'Algérie, contre la répression policière de mai 1968, satisfaits de se retrouver entre eux, de se congratuler d'avoir eu raison, de ressasser le récit de leurs exploits. Il se veut largement ouvert à tous les courants des luttes ouvrières, paysannes, universitaires. Il sait qu'il ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen, indispensable et qu'il se doit de rendre de plus en plus efficace, de préparer, puis d'assurer la relève du gaullisme.

Ce n'est pas par je ne sais quel prurit d'absolue pureté ou par une sorte de snobisme moderniste, mais par souci d'efficacité, qu'il se propose en effet de rassembler tous ceux et toutes celles qui comprennent que, sans un profond renouvellement de ses méthodes, de son programme, de son vocabulaire, la gauche se condamne à l'impuissance : mettre le socialisme à l'ordre du jour est devenu pour elle une nécessité vitale. Ceux qui ne le sentent pas ou s'y refusent sont logiques, en réclamant l'union de tous les adversaires du gaullisme, auquel, entre parenthèses, ils auraient été mieux inspirés, même de leur point de vue, de ne pas faire la courte échelle et de fournir leur caution en 1958. Quelle aide apporteraient demain à un gouvernement de gauche décidé à renverser les obstacles qu'il rencontrera sur sa route les crypto Poujadistes qui, en prenant une étiquette de gauche, réclament la diminution de l'aide aux pays en voie de développement, qui, en exaltant démagogiquement les « petits », préconisent la pérennité de structures agricoles et commerciales périmées et livrent de dérisoires combats de retardement contre

les nécessaires réformes de la fiscalité et des circuits de distribution comme de notre organisation administrative ? Le dogmatisme de leurs affirmations doctrinales a trop souvent servi d'alibi à leur opportunisme dans l'action pour nous apporter les apaisements souhaitables.

La gauche a subi une cuisante défaite électorale en 1968. Elle doit en tirer des leçons, en n'oubliant pas qu'elle subirait des dégâts bien plus difficilement réparables, dans le cas d'une victoire électorale équivoque suivie de pires désillusions : elle accorderait alors au gaullisme une éclatante revanche posthume et livrerait la France, pour de longues années, au despotisme plus ou moins éclairé des plus purs technocrates et non de ceux que l'on affuble de cet épithète dans de dérisoires polémiques. L'expérience WILSON en Grande-Bretagne, succédant à tant d'expériences françaises ne nous invite-t-elle pas à des réflexions ?

Seule l'élaboration d'un programme précis, concret, immédiatement réalisable de transition vers le socialisme et l'étude des moyens de le réaliser et de triompher des résistances des privilégiés (et notamment des mouvements de capitaux) permettra le succès.

Avant de dire avec qui on s'unira, il faut donc préciser pour quoi faire ? Cela a été, est, et sera le souci constant du P.S.U.

Il a été bien inspiré en adressant un message au Congrès de la Convention des Institutions Républicaines, dont beaucoup de militants adoptent des manières de voir proches des nôtres. De nombreux inorganisés, des « P.S.U. virtuels », des syndicalistes désireux de prolonger leur action sur le plan politique, attendent avec une sympathique curiosité, les débats et les décisions de notre Congrès de Dijon. C'est à nous tous qu'il appartient de leur donner satisfaction.

Soyons persuadés qu'en remplissant un devoir envers nous-mêmes, c'est-à-dire en contribuant à renforcer le P.S.U. et à le faire mieux connaître, nous travaillons utilement pour un regroupement sur la base d'un socialisme authentique et moderne. □

La parole aux ouvriers du verre

Propos recueillis par Jacques Ferlus

Cette page n'est pas une publicité. La précision paraît utile à l'heure où l'information sur l'affaire Saint-Gobain-B.S.N. rapporte à la grande presse de nombreuses doubles pages publicitaires. Malheureusement les 150.000 travailleurs des deux entreprises ne peuvent s'offrir ce luxe. Ce qui est d'ailleurs une façon de parler, car en définitive c'est sur leur dos qu'est payée cette information.

C'est donc aux travailleurs que « Tribune » donne la parole aujourd'hui. Cet article n'est pas le reflet d'une position établie et ferme de l'ensemble des salariés de Saint-Gobain et B.S.N., ainsi que de leurs organisations syndicales. Vous allez lire des témoignages, des points de vue recueillis à la sortie des usines, dans les discussions de café, quelques réunions syndicales... En effet, tant chez Saint-Gobain que chez B.S.N. on ne parle pour ainsi dire que de « l'affaire ».

Saintgobinards de père en fils

M. de Vogüé lui-même qualifie ses employés de « saintgobinards ». Il n'y a là rien de péjoratif ou d'irrespectueux. Ce qualificatif désigne dans « la maison de verre » tous ceux qui appartiennent à la grande famille. Et ils sont nombreux.

— « Saint-Gobain c'est Colbert et la galerie des glaces, c'est aussi toute la tradition des métiers du verre. Mon arrière grand-père travaillait déjà dans la maison, vous comprenez... De père en fils on est dans la maison. Je suis un « saintgobinard ».

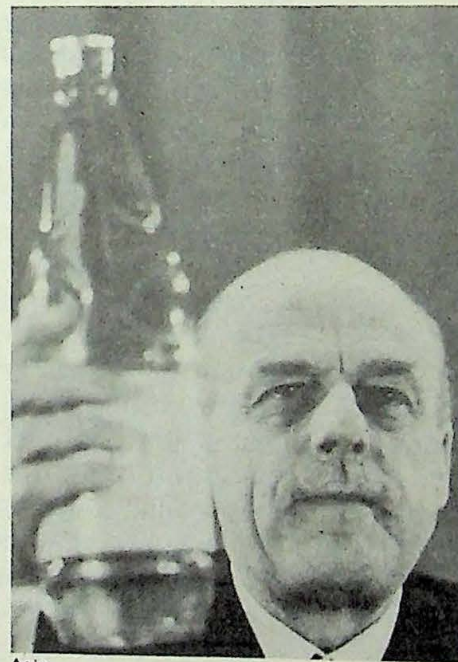
— « Nombreux sont les travailleurs qui ont un immense respect pour cette vieille maison pleine de traditions. Ils considèrent que, sans être vraiment inconditionnels, il ne faut pas trop gêner l'action de la direction. Quand ils sont ensemble les travailleurs de Saint-Gobain, sont en mesure de marquer une opposition à telle attitude patronale. Mais individuellement, le « saintgobinard » soutient de son mieux la direction ».

— « L'affaire avec B.S.N. fait sérieusement évoluer les esprits. La grande famille Saint-Gobain en prend un coup. Dans une famille chacun a droit à la parole... Nous nous apercevons que nous ne comptons pour rien dans les démêlés avec B.S.N. On nous demande

seulement de suivre... Au bout du compte il n'y aura sûrement que nous qui serons plumés. »

Dans le camp d'Antoine

B.S.N. ne ressemble en rien à Saint-Gobain. Il n'y a pas ici cette mentalité maison. On n'a pas de traditions : Boussois est né avec ce siècle et B.S.N. à tout juste deux ans. Leur entreprise étant en bonne santé, les travailleurs suivent la bataille avec une certaine tranquillité. On travaille beaucoup chez B.S.N., car il faut encore développer la maison. Et puis la direction est dynamique. « Tous derrière Antoine » (Antoine Riboud le P.D.G.) ce slogan de match de rugby ne se prononce pas, bien sûr, mais nombreux sont les travailleurs qui l'ont sur le bout des lèvres.



Agip

— « Le dynamisme de la direction a des conséquences sur le personnel. Il travaille dur et paraît s'intéresser beaucoup à ce qu'il fait. Peu d'entre nous se rendent compte que de toute manière nous sommes exploités. »

— « Antoine n'est pas un patron ordinaire. En Mai, il s'est désolidarisé du patronat et l'a clamé publiquement à ses employés. Il nous a dit qu'il considérait comme indispensable que les syndicats remplissent leur rôle contestataire... Mais ce n'est sûrement pas un saint. »

Riboud l'usurpateur

Pour les travailleurs de Saint-Gobain aussi, B.S.N. c'est avant

tout son P.D.G. Mais eux ne l'appellent pas Antoine mais Riboud. Car ils ne l'aiment pas. Ce qui ne veut pas dire qu'ils chantent les louanges de Vogüé.

— « Riboud ? Vous l'avez vu à la télévision ? Il a une sale tête. Il n'inspire pas confiance. C'est un pirate et un usurpateur... »

Mais il y a plus que l'antipathie pour Antoine Riboud. Chez Saint-Gobain on se considère comme les maîtres du verre. On a un certain sentiment de supériorité.

— « B.S.N. à côté de Saint-Gobain ce n'est rien du tout. On ne va tout de même pas se laisser dévorer par des gens qui n'ont pas notre expérience dans le métier. »

Cette notion de la compétence professionnelle est souvent avancée par les travailleurs de Saint-Gobain. C'est sympathique certes, mais cela n'entre en rien dans les considérations et les analyses des deux directions. Le capitalisme a bien d'autres ambitions.

B.S.N. et son complexe d'infériorité

On a plusieurs fois comparé la bataille que se livrent les deux maisons au combat de David et de Goliath. Ce sentiment semble être également celui des travailleurs de B.S.N. qui reconnaissent le prestige et la supériorité de Saint-Gobain.

— « Compte tenu du climat passionnel de l'affaire, on serait plutôt satisfaits si l'action d'Antoine réussissait. Notre complexe d'infériorité vis-à-vis de Saint-Gobain disparaîtrait. Mais nous ne nous sommes pas encore demandé ce qui nous arrivera après. »

Des dangers pour l'emploi

Chez Saint-Gobain, par contre, la question de l'avenir est sérieusement posée. Les travailleurs savent bien que leur grande maison est presque aussi fragile que le verre qu'ils fabriquent.

— « Actuellement on licencie. C'est la conséquence d'un plan pour une réduction de 5 % des effectifs. Les risques de chômage ne seront-ils pas plus grands si l'affaire se fait ? »

— « Chez nous, répondent les salariés de B.S.N., il y a un sous-équipement en main-d'œuvre. Nous sommes surchargés de travail. C'est peut-être une garantie pour les gars de Saint-Gobain. »

— « Cette politique de sous-emploi est peut-être une volonté délibérée de la direction pour produire à moindres frais. »

— « En 66 lorsque Boussois et Souchon ont fusionné, il n'y a pratiquement pas eu de licenciements. »

Il n'empêche que le problème de l'emploi est celui qui inquiète le plus les travailleurs. Car les meilleures déclarations ne font pas oublier les réalités devant lesquelles seront placés certains salariés si B.S.N. gagne la partie.



A.F.P.

— « A Aniche (Aisne) il y a une usine Saint-Gobain et une usine B.S.N. qui fabriquent les mêmes produits. Rien ne permet d'assurer qu'une de ses usines ne sera pas fermée. »

Il existe aussi des risques de licenciements pour les employés des secteurs non productifs et pour bon nombre de cadres.

Actionnaires et travailleurs

Le comble de tout cela est que des actionnaires de Saint-Gobain risquent de se trouver sans emploi. On estime en effet qu'environ un tiers du personnel détient des actions. Comme ils ne détiennent même pas 1 % du capital ils ne pèsent pas lourd dans la balance, leur situation d'actionnaires comptera bien peu si des compressions d'effectifs se révèlent nécessaires pour la direction.

L'actionnaire non salarié, quant à lui, a été très heureux de pouvoir visiter « ses » usines lors de la journée « portes ouvertes ». Il y a rencontré des travailleurs. Ces derniers en ont gardé une impression plutôt mauvaise.

— « De drôles de types qui affirment que leur argent est mal dépensé. Ils estiment la cantine trop luxueuse, la cafétéria inutile, les bureaux trop confortables, les services sociaux superflus... Par contre la situation du type qui crève de chaleur devant son four ne les intéresse pas. »

Les syndicats comptent les points et attendent

De ce que font les syndicats dans cette affaire on n'en parle pas de façon naturelle. Il faut poser la question. Et on obtient réponse, ce qui prouve que les travailleurs sont attentifs aux positions de leurs organisations.

— « Ils ont été un peu surpris quand l'affaire s'est déclenchée. Personne ne s'y attendait (1). Je crois qu'ils ont eu raison de ne pas

prendre position pour l'une ou l'autre des directions. A mon avis c'est à partir du mois de février qu'ils auront du travail. Ils devront veiller à ce que les pots cassés ne se réparent pas sur notre dos. »

— « Pour le moment, dit un militant syndical, on regarde et on compte les points. Chez Saint-Gobain, la direction qui veut mobiliser tout le monde derrière elle, nous fait de belles promesses pour l'avenir. Nous les notons et nous les ressortirons. Si Riboud gagne ce sera une autre histoire.

— « Certains syndicats ont lancé l'idée d'une nationalisation (2). C'est trop facile, car une fois que cela est dit l'interlocuteur cesse d'être la direction pour devenir le gouvernement. Et puis notre situation et notre sort sont liés à ceux des travailleurs allemands, espagnols, italiens, américains... Parler de nationalisation, alors que Saint-Gobain et B.S.N. sont des réalités internationales, ce n'est pas sérieux. »

Il est presque certain que les discussions des travailleurs dureront jusqu'au règlement de l'affaire à la fin du mois de janvier. Après on ne tardera plus à leur faire connaître le prix qu'ils auront à payer pour couvrir les frais de l'opération. Et là les syndicats auront à réparer ces conditions de travail, de salaires, de politique de l'emploi. Ils retrouveront leur terrain. B.S.N. et Saint-Gobain viennent de leur faire découvrir la nécessité, pour les années à venir, d'avoir une tactique pour les combats au sommet semblables à celui qui se déroule actuellement et d'où ils sont écartés. Car le match Saint-Gobain-B.S.N. n'est sûrement pas le dernier du genre. 13

(1) Pas tout à fait. A la réunion du conseil d'administration B.S.N. qui a décidé de l'opération les deux représentants du comité d'entreprise (élus C.G.T.) ont été consultés. Certains vont jusqu'à dire qu'ils ont manifesté un accord total.

(2) La C.G.T. et F.O.

Herault le traitement des ouvriers

Les ouvriers du textile de la région de Ganges (Hérault), font la triste expérience de ce que peut faire un patronat réactionnaire, dans les trois entreprises qui assurent le travail de la majorité des ouvriers de la ville : ce n'est que licenciements, diminutions de salaires, mutations arbitraires.

Ets Ventex

Après plusieurs mois de chômage et de nombreux départs volontaires (200 environ) l'entreprise a été récupérée par les Ets Devanley qui deviennent ainsi les plus gros actionnaires, bien que l'affaire conserve le nom de Ventex. Or le grand patron de Devanley est M. Levy également patron des magasins « Le Printemps ».

Des mesures d'assainissement sont aussitôt prises : augmentation des cadences de travail, licenciements pour janvier (le nombre non encore arrêté serait de 70), diminution des salaires (des ouvrières qui gagnaient de 4 à 4,50 F de l'heure ont vu leur salaire passer à 3,30 et parfois moins) les augmentations obtenues en mai 30 + 10 étant intégrées dans les nouveaux tarifs disparaissent. L'inspection du travail alertée refuse de contraindre le patron à respecter les avantages acquis.

Le personnel de cette entreprise qui avait montré sa détermination tout au long de l'année écoulée pour résister aux patrons va être à nouveau mis à l'épreuve ; nous ne doutons pas qu'il conservera la cohésion nécessaire pour faire échouer les projets des nouveaux patrons qui consistent à leur faire payer les erreurs et abus des directions successives.

T.S.R. Gangeoise

C'est un établissement textile (450 ouvriers environ) qui fait partie d'un groupe plus important implanté dans l'Ardèche et la région Lyonnaise.

En Août une vingtaine de travailleurs choisis parmi les plus âgés et les plus déficients ont été licenciés. L'annonce des licenciements est intervenue avant le départ en congé pour éviter les réactions possibles du personnel. Effectivement but atteint, personne ne réagit sauf quelques protestations timides.

Mais le mécontentement passe à son comble quand la direction annonce à la veille des congés de fin d'année, 40 licenciements. Il faut dire qu'entre temps on a poussé à fond les cadences afin de pratiquer une sélection, les plus faibles ayant fait les frais des licenciements. Notons enfin qu'ici aussi les salaires ont considérablement été diminués, entre septembre et novembre dernier ; certaines feuilles de paye ressortent avec

1 NF de diminution de l'heure, dernières augmentations comprises.

A l'appel des syndicats CFDT et CGT la réaction du personnel a été unanime (jusqu'à 200 personnes aux assemblées générales du personnel).

Deux arrêts de travail de 1 heure sur le tas ont été suivis à 100 %. On n'avait pas vu cela depuis bien longtemps à la Gangeoise ; Mai porte ses fruits.

La lutte n'est pas finie car l'inspection du travail n'a rien obtenu de ce que réclamaient les délégués du personnel et le comité d'entreprise notamment :

- le refus des licenciements (29 ouvriers n'étant pas encore reclassés) ;
- le retour aux anciens salaires ;
- l'arrêt des heures supplémentaires et de l'embauche tant que le personnel licencié ne sera pas réintégré.

Ets Montagut

Cette entreprise a à sa tête le patron le plus réactionnaire de la région pour ne pas dire de France. En effet cette affaire qui occupe une centaine de travailleurs à Ganges à de nombreuses ramifications : Sumène, St-Hyppolite, Sauvè, Lodève, Valence, Privas, Alex, Vienne, Troyes, etc. Près de 1.600 travailleurs subissent l'oppression de ce « bon » spécialiste du détournement de la loi, qui clame bien haut qu'il n'acceptera jamais de discuter avec les délégués ouvriers.

Pour ce faire, il n'a pas hésité en Mai-Juin à licencier près de 30 personnes, parmi elles, les meilleurs militants C.F.D.T. et, prévoyant un éventuel renouvellement des événements de Mai il prépare des positions de repli, notamment au Portugal.

Afin d'échapper à l'obligation d'avoir des délégués et surtout des comités d'établissement (seule l'usine de Ganges a des délégués du personnel dans deux de ses trois raisons sociales), il fractionne ses établissements en plusieurs raisons sociales, de telle sorte que le chiffre de 50 salariés, nécessaire pour avoir un comité d'établissement n'est jamais atteint. Cette tactique lui permet de muter à volonté les ouvriers d'une raison sociale dans l'autre. Ainsi en juin dernier trois candidats CFDT ont été mutés dans une raison sociale déjà pourvue avant le dépôt de la liste.

A Valence, après avoir liquidé les militants ouvriers avec la bénédiction de l'inspection du travail, il favorise la mise en place d'un syndicat maison, qui bénéficie du matériel de l'entreprise pour effectuer sa propagande et, pressé par le nouvel inspecteur du travail (qui a changé entre temps), il se vante de n'avoir pas de candidats.

(De notre correspondant dans l'Hérault).

La crise du Figaro

Le jeudi 17 octobre 1968, les lecteurs du **Figaro** ne purent acheter leur journal favori. Pour une raison simple mais qui les étonna sans doute : à l'unanimité, la rédaction du journal avait décidé d'interrompre son travail pour 24 heures. Fait plus marquant encore, aucune revendication matérielle n'était en jeu. Il s'agissait purement et simplement pour les journalistes

du **Figaro** de défendre l'indépendance de la rédaction du journal face aux puissances financières propriétaires de l'entreprise de publication. Cette affaire est grave et significative. Elle illustre un problème fondamental pour l'ensemble de la presse.

Cette crise du **Figaro** est en fait la troisième. Celle de la **Libération**, qui avait opposé Mme Cotnareanu, détentrice de 94 % des actions de la société éditrice du journal à Pierre Brisson et à son équipe, détenteurs de l'autorisation de réparaître, s'était terminée en 1950 par la mise en place de structures originales, qui sont celles du journal aujourd'hui.

On voit combien des différences en apparence minimes ont en fait une signification profonde ; avec le problème de la « minorité de blocage » pour les journalistes, c'est bien tout le problème de l'indépendance de la rédaction par rapport au capital qui est en jeu.

Le journal : un produit comme un autre ?

Quelle que soit la solution qui l'emporte finalement au **Figaro**, à travers cette crise une question s'est trouvée clairement posée : l'entreprise de presse étant en France une entreprise capitaliste comme les autres, le journal doit-il être un produit comme les autres, et donc subir les lois normales du système libéral de propriété privée ? Si l'on répond affirmativement à cette question, il est clair que les prétentions des rédacteurs du **Figaro**, et plus largement celles des sociétés de journalistes sont totalement illégitimes : M. Prouvost doit pouvoir faire de son **Figaro** ce que bon lui semble. Tout au plus l'esprit du temps peut-il inciter à faire « participer » le personnel à la gestion : journalistes, cadres, etc.

Mais si l'on pense que, **même aujourd'hui dans le cadre de l'économie capitaliste libérale**, le contenu du journal doit être établi par des journalistes, qu'un journal n'est pas une savonnette, dont on peut changer à loisir le format, le parfum et l'emballage, alors le combat des journalistes du **Figaro** aura été exemplaire — d'autant plus peut-être que ce sont des journalistes appartenant à la droite qui le mènent.

Il est clair que la présence d'une société de journalistes possédant un réel pouvoir de contrôle sur la direction et la rédaction d'un journal ne règle pas absolument tous les problèmes — tout est-il parfait au **Monde** ?

Mais il reste encore une fois qu'à partir d'exemples significatifs, des batailles importantes peuvent commencer à être perdues ou à être gagnées. Le **Figaro** comme l'O.R.T.F. est l'un de ces exemples significatifs. Il y en aura sans doute beaucoup d'autres dans les deux ou trois années à venir. Peut-être pas seulement dans des journaux de droite...

Lucien Saintonge

(1) Le groupe Prouvost, qui a pris en 1966 une participation à **Radio-Télé-Luxembourg** contrôle par ailleurs **Week-Match**, **Marie-Claire** et **Week-end**, et à 50 % **Télé 7 Jours**.

Bretagne derrière les arrestations

Quarante et une arrestations à ce jour et le voyage de De Gaulle prévu pour la fin du mois, cela suffit pour établir un lien de cause à effet qui semble pourtant plus apparent que profond. En effet c'est par hasard que les enquêteurs ont pu avancer dans leurs investigations sur les milieux du F.L.B. à la suite de plusieurs plasticages commis au cours de l'année 1968. Ici on peut s'interroger. De quoi s'agit-il et la population bretonne se sent-elle solidaire des actes des autonomistes et autres nationalistes ? A dire vrai les milieux et l'idéologie qui inspirent le F.L.B. sont loin de correspondre aux préoccupations des Bretons. En particulier les partis de gauche, les syndicats et nos amis de l'U.D.B. ont toujours critiqué « l'extrémisme » des autonomistes qui trouvent leurs sources dans les théories « celtiques » que l'occupant nazi avait mises à l'honneur en son temps. Aux yeux de nos camarades bretons le problème « régional » est bien un problème de sous-développement et finalement de déséquilibres dus à la conception capitaliste de l'expansion nationale. Les solutions au cas breton passent donc par la lutte des classes, ce qui n'exclut évidemment pas que des préoccupations culturelles spécifiques doivent trouver des réponses adéquates.

Mais l'on n'en est pas là et De Gaulle, pas plus qui se passerait bien de ce voyage mais qui se trouve lié à des promesses faites au fidèle Michelet.

Certes les pouvoirs publics affichent un certain optimisme au vu des indications fournies par le recensement de 1968 et selon lesquelles l'émigration bretonne aurait diminué tandis que certains indices de progression économique se trouveraient mieux placés que prévu. Il y a du vrai là-dedans encore qu'un examen plus attentif des choses laisse supposer que l'on a aujourd'hui connaissance d'une politique menée antérieurement au plan de stabilisation de 1963. Depuis lors, la décentralisation n'aurait guère progressé, tandis que les promesses d'équipement attendent encore de se voir concrétisées (voies de communication, décentralisation du tertiaire, etc.). Et surtout le problème de l'exode rural apparaît plus grave que jamais, c'est pourquoi le plan Mansholt est tombé comme une bombe en Bretagne et fournit l'occasion au Modef de se lancer dans une vive campagne démagogique.

En bref, le climat breton n'est pas au beau fixe, malgré la forte victoire gaulliste aux élections de juin 1968 dont la signification ne doit pas être surestimée.

Dans ces conditions le mouvement de répression à l'encontre du F.L.B. est en train de catalyser de nouveau la sensibilité bretonne sur les problèmes régionaux. En dépit de son impureté d'origine, l'affaire du F.L.B. cristallise des inquiétudes qui n'ont jamais cessé d'être présentes. Et comme toujours la répression confère une auréole à ses victimes parmi lesquelles il n'est bien entendu pas sûr que toutes aient une formation réactionnaire comparable aux idéologies d'un Yann Fouéré et d'un Yann Goulet, authentiques fascistes.

Pour la gauche bretonne la situation est d'autant plus délicate qu'elle doit choisir entre des autorités critiquables à plus d'un titre et un mouvement qu'elle récuse sans recuser les données qu'il avance. D'ailleurs rien ne dit que cherchant à faire d'une pierre deux coups les autorités ne s'en prennent aux mouvements de gauche, c'est par exemple ce que craignent les militants pro-chinois de Lannion. En outre l'extrémisme du F.L.B. peut être exploité par le gouvernement pour freiner encore un peu plus ses projets de réforme régionale, pourtant déjà passablement dévitalisés au cours du triste débat parlementaire de décembre dernier. Il sera donc intéressant de suivre le voyage de De Gaulle et d'observer l'accueil qui lui sera réservé ; encore que tout ceci ne sera que péripiéties tant que l'on n'aura pas remédié au sous-développement breton qui est à l'origine du problème.

Dominique Yvoire

A nous Pompidou ! ...

Couve de Murville n'arrivait pas à nous faire croire qu'il était Premier ministre. Michel Debré s'ennuyait et nous ennuyait au quai d'Orsay. Edgar Faure lui-même, après un départ intéressant, s'enlisait au détour de longs articles et de petites boutades. Bref, on manquait d'actualité dans la majorité, et on s'inquiétait presque pour la succession. Heureusement, on nous a rappelé que Pompidou veillait.

Le député du Cantal, de passage à Rome, et peu de jours après s'être très officiellement entretenu avec le général, nous a révélé qu'il serait, le moment venu, candidat à la présidence de la République. On ne peut que s'en réjouir — Georges Pompidou sera sûrement le meilleur candidat gaulliste possible : aimable, disert et compétent, poète et banquier, sachant être au bon moment dans le Cantal... ou en Afghanistan, libéral mais ferme, ferme mais libéral, oui c'est vraiment le meilleur candidat gaulliste possible. Couve de Murville, Michel Debré et surtout Edgar Faure sont d'ailleurs de cet avis. A n'en pas douter... □

Structures du Figaro depuis 1950

SOCIETE ANONYME DU « FIGARO »

Compétence exclusivement financière. Perçoit 95 % des résultats d'exploitation du journal.

Conseil d'administration : 7 membres : 5 représentant les propriétaires ; 2 représentant la rédaction.

Président : 1950-1964 : P. Brisson.
1965-1969 : J. Esselin.

CAPITAL

SOCIETE FERMIERE DU « FIGARO »

s'est vu confier, par la société anonyme, et par contrat de gérance, la rédaction, l'administration et la direction du **Figaro** et du **Figaro littéraire**.

Capital : 10 millions d'anciens francs.

— 25 % aux propriétaires,
— 75 % à « l'équipe intellectuelle ».

Conseil d'administration : 7 membres : 5 pour « l'équipe intellectuelle » ; 2 pour les propriétaires.
Président : 1950 - 1964 : P. Brisson

1964 - 1969 : J. de Lacretelle.

JOURNAL

La crise de 1965, après la mort de Pierre Brisson, opposait déjà les actuels propriétaires — les fameux Prouvost (1), des textiles, et Béghin, du sucre — à la rédaction. On en avait, en fait, différé la solution à 1969 : en effet, les accords de 1950, qui garantissent l'indépendance de la rédaction, arrivent à expira-

tion en mai prochain.

Le 24 septembre 1968, les propriétaires, qui ne veulent pas renouveler ces accords, ont proposé une structure très différente ; ces propositions se sont heurtées à l'opposition des journalistes, et à la grève. On peut, aujourd'hui, faire le point avec le tableau suivant :

Fin 1968 - Début 1969

Transitions Prouvost-Béghin

— Une société propriétaire, entièrement composée de représentants du capital.

— Une société de caution, avec un capital réparti :

— 66 % aux propriétaires (33 % Prouvost), (33 % Béghin).

— 34 % à une société civile groupant journalistes et cadres administratifs et techniques.

Conseil d'administration de cette société :

— 8 représentants des propriétaires (4 groupe Prouvost, 4 groupe Béghin).

— 4 représentants de la société civile journalistes-cadres.

— Majorité qualifiée pour les décisions les plus importantes : 5 voix sur 12.

Positions de la rédaction :

— Pas d'objection.

— Le mariage journalistes-cadres ne répond pas au problème. Il ne s'agit pas de « participation » à une entreprise ordinaire.

— Ces 4 représentants devraient être tous journalistes, élus par l'A.C. de la Société des Rédacteurs.

Volonté d'avoir une « minorité de blocage » sur les décisions importantes.

B.S.N. - St-Gobain les lois du capitalisme

Jacques Malterre

Le conflit qui oppose deux grandes entreprises françaises et surtout leurs équipes de direction ressemble à une partie de poker dont l'enjeu serait le contrôle d'une des plus importantes industries françaises : celle du verre.

Les deux joueurs principaux, Saint-Gobain et B.S.N. (Boussois-Seuchon-Neuvesel) sont en effet les deux seuls producteurs importants de verre en France et leur production comporte toutes les formes du verre : vitres de maisons et de voitures, glaces pour magasins, bouteilles, etc. Ces firmes étendent leurs activités au-delà des frontières d'abord parce qu'elles exportent beaucoup, mais surtout parce qu'elles ont créé tout un réseau de filiales qui ont leurs propres usines de production en Espagne, en Belgique, en Allemagne, au Brésil et même aux U.S.A.

L'enjeu de la lutte, c'est la fusion de deux entreprises en un seul géant qui aura le monopole de la production du verre en France. C'est BSN qui attaque et propose d'acheter le contrôle de Saint-Gobain ; c'est Saint-Gobain qui se défend ou plutôt ce sont les dirigeants actuels de Saint-Gobain qui ne veulent pas céder la place.

Pourquoi cette lutte ?

La violence du procédé et de l'affrontement a beaucoup surpris. Nous étions habitués de la part des dirigeants capitalistes à plus de manières et moins de tapages. D'habitude ces messieurs arrangent leurs petites affaires (c'est-à-dire les grandes) au cours de réunions ultra-secrètes et quand tout est prêt, on prévient le public, les petits actionnaires et aussi les salariés.

Dans l'« affaire », les choses ont mal tourné. Des réunions secrètes, il y en a eu. M. Riboud, le patron de B.S.N. a été assez clair là-dessus. L'entente entre les deux maisons a été recherchée pendant des mois ; la négociation a échoué. Pourquoi ? C'est difficile à dire avec précision. Mais les choses ont dû se passer de la manière suivante.

A l'origine de toute l'affaire, comme dans beaucoup de cas, il y a une révolution technologique ou plutôt une double révolution. Des chercheurs anglais utilisant des travaux de laboratoires ont imaginé une nouvelle technique de fabrication du verre plat : on coule le verre en fusion sur un lit d'étain

liquide, le tout dans une atmosphère de gaz rare. C'est tout simple, mais il fallait y penser. Le résultat : un produit presque parfait, un coût de fabrication en diminution ; une seule difficulté : les nouvelles installations coûtent fabuleusement cher ; néanmoins elles sont très rentables. La société anglaise (Pilkington), qui a eu la bonne fortune de mettre la main sur des chercheurs de talent, construit aussitôt trois fours qui vont avoir une capacité égale à celle de toute la production française ; en même temps, elle cède, moyennant une bonne rémunération, la licence de fabrication, c'est-à-dire le droit de fabriquer du verre selon le nouveau procédé, avec le mode d'emploi. B.S.N. l'achète pour la France, mais Saint-Gobain l'obtient pour l'Allemagne et la Belgique, c'est-à-dire en fait pour le même marché puisqu'il y a marché commun.

La 2^e révolution c'est celle des produits eux-mêmes ; le verre comme emballage est de plus en plus souvent supplanté par d'autres matériaux : regardez les pots de yaourt en carton ou les bouteilles d'huile légères et non-cassables en plastique.

Ces révolutions bouleversent toutes les conditions de rentabilité dans un secteur capitaliste. La 1^{re} accroît le caractère capitaliste de la production mesurée par le rapport entre le capital fixe (le coût des installations de production) et le capital circulant (salaires, charges sociales, etc), et modifie le taux de rentabilité du capital, en particulier il abaisse la rentabilité des anciennes installations qui prennent un « coup de vieux » (les économistes disent qu'elles sont obsolètes).

La 2^e révolution menace aussi la sécurité des profits, parce qu'on ne sait plus du tout ce que sera la demande de bouteilles dans cinq ans ou dans dix ans ; et dans quelle proportion elles seront en verre.

Face à ces problèmes, la maison B.S.N. se trouvait en grand danger : elle a les reins moins solides, parce qu'elle est moins grosse et plus spécialisée dans le verre que Saint-Gobain qui a diversifié davantage sa production (produits chimiques, laines de verre, plastiques, etc.)

Il est évident pour les 2 firmes que compte tenu des coûts énormes des installations nouvelles ce

serait de la folie (financière) d'en faire chacune de leur côté. B.S.N. propose un accord, mais il a les dents longues, il veut participer à la direction de l'ensemble Saint-Gobain-B.S.N. Saint-Gobain sait que cet accord est avantageux mais il trouve les prétentions de B.S.N. un peu excessives et il refuse l'arrangement.

Pour faire comprendre à des militants politiques la nature de ce débat, on pourrait imaginer — pure fiction bien sûr — que deux partis de gauche envisagent de fusionner ; l'un est beaucoup plus petit mais il a fait preuve d'un certain dynamisme et d'un sens aigu des relations publiques ; la fusion serait profitable aux deux, leurs produits se vendraient mieux, mais le petit est exigeant, il veut être sûr d'avoir des postes au conseil de direction du grand. Le grand pense que c'est du chantage et que la fusion est inévitable. Il refuse les conditions, c'est la rupture des pourparlers secrets ; alors le petit fait une offre publique de discussion à la base auprès des militants intéressés — eh bien, si de telles choses se passaient ce serait la réplique de l'affaire Saint-Gobain-Boussois. Heureusement en politique, c'est impensable.

La rupture des pourparlers Saint-Gobain-Boussois mettait M. Riboud

banquier, la maison Lazard, a eu une idée : payer les actions de Saint-Gobain avec des obligations c'est-à-dire échanger des titres de propriété (les actions) contre reconnaissance de dette (les obligations). C'était génial, parce que s'endetter n'a jamais rien coûté et le plus fort c'est que cette dette serait bien gagée par le capital de Saint-Gobain, c'est-à-dire précisément par ce que B.S.N. achète. Cette brillante technique n'a jamais été utilisée en France mais elle est de pratique courante aux USA où elle caractérise un capitalisme financier très évolué ; et la banque Lazard qui opère surtout aux Etats-Unis était bien placée pour introduire cette pratique en France.

Ainsi, B.S.N. propose aux actionnaires de Saint-Gobain de lui remettre leurs titres de propriété (actions) en échange B.S.N. leur donnera des obligations rapportant un intérêt fixe. Si beaucoup d'actionnaires acceptent ce marché, B.S.N. pourra prendre le contrôle de Saint-Gobain et en chasser la direction actuelle à moins d'un arrangement de dernière heure. Finalement c'est en apparence de quelques milliers d'actionnaires que dépend le fait que l'industrie du verre soit contrôlée par l'équipe que dirige M. de Vogüé ou par celle qu'anime M. Riboud.



Elie Kagan

patron de B.S.N., en difficulté ; il a songé alors à forcer la porte de Saint-Gobain, pour cela il pouvait acheter une partie des actions de cette entreprise puisque en droit français bien capitaliste, c'est celui qui a le plus d'actions ou le plus de mandats donnés par les actionnaires qui a le droit de diriger l'entreprise. Mais pour cela, il fallait beaucoup d'argent et M. Riboud n'en avait pas assez. Alors son

Qui doit diriger ?

Ces actionnaires ont donc une grande responsabilité ! Aussi sont-ils choyés, cajolés, informés, comme jamais ils ne l'ont été ; on leur offre des petits fours, des pages et des pages de littérature, on leur fait des promesses, on leur révèle brusquement que les bénéfices étaient beaucoup plus élevés qu'on ne leur disait (tiens, tiens) et qu'ils

vont à partir d'aujourd'hui croître dans des proportions fantastiques, on leur distribue des actions gratuites, et surtout on leur explique les mérites respectifs des deux équipes qui prétendent à la direction comme deux vulgaires candidats aux élections énonçant leurs propres qualités et promettant une baisse générale des impôts une hausse non moins générale des revenus.

Peut-être de mauvais esprits contaminés par les doctrines subversives poseront-ils deux questions indéliques : — pourquoi le choix des dirigeants de l'industrie du verre est-il circonscrit entre M. de Voguë et M. Riboud ? — pourquoi seuls les actionnaires ont-ils le droit de vote dans cette élection ?

Mais écartons ces questions (ou plutôt admettons-les résolues) : les entreprises sont nationalisées, les salariés votent, dans le cadre du plan, la collectivité a son mot à dire, toutes les questions sont-elles résolues pour autant ? Revenons un peu en arrière.

L'affaire B.S.N.-Saint-Gobain ne présente pas grand intérêt en elle-même, elle est un exemple original de méthode de concentration, par le moyen des offres d'achat contre obligations, exemple qui selon toute probabilité sera très peu suivi en France ; c'est donc plutôt un accident mais qui devrait attirer l'attention sur trois problèmes essentiels : le rôle de la Science dans les bouleversements de la production ; le rôle de la concurrence dans la stratégie internationale des firmes ; le rôle du profit dans les choix des entreprises.

Le rôle de la science

L'invention d'un nouveau procédé de fabrication par la firme Pilkington bouleverse les données de l'industrie du verre, sur le plan des techniques et par là même sur le plan financier ; brusquement le taux de profit que l'on peut tirer d'un capital fixe augmente ; une des grandes lois du capitalisme, la baisse tendancielle des taux de profit, est ainsi remise en cause par chaque grande innovation (l'énergie atomique, les transports par navires de plus de 200.000 tonnes, la distribution par self-service, la révolution chimique en agriculture).

Les firmes capitalistes qui peuvent s'approprier rapidement, avec ou sans l'aide de l'Etat, ces innovations prennent le dessus sur celles qui n'y parviennent pas ; d'où l'extrême importance pour les grandes entreprises de suivre le développement de la recherche scientifique elle-même et si possible d'en confisquer les produits ; d'où aussi la nécessité ressentie par les milieux dirigeants de l'industrie de remonter jusqu'à la source des découvertes possibles c'est-à-dire aux foyers de production de la science et notamment à l'université.

Aux USA, ce problème est résolu ; c'est l'Etat qui finance les 2/3 de la recherche, mais il passe

contrat avec les centres privés tandis que les grands trusts patronnent les laboratoires universitaires. En France, cette intégration de l'université dans les mécanismes capitalistes est un peu en retard, mais les choses vont bon train.

A une époque où, on le sait, la science est un facteur essentiel de la production, l'appropriation privée de la science a autant sinon plus d'importance que l'appropriation privée des moyens de production classiques.

Cette « aventure » du verre met en lumière un autre trait du capitalisme avancé : si la production dépend à ce point de la science, de la recherche appliquée, de l'organisation, de la distribution, le rapport existant entre travail et produit se distend à un point jamais encore atteint. Les travailleurs qui surveillent les gigantesques unités de production du verre ne sont qu'un maillon dans une chaîne productive qui va du chercheur à l'installateur. A quoi imputer le résultat global du travail ? A cette chaîne de travailleurs solidaires dont aucun n'a un rôle isolable ; c'est dire du même coup que la répartition des revenus acquis par cette production devrait devenir de plus en plus une « distribution sociale », mais cela suppose au préalable qu'il n'y ait plus un groupe qui s'arroge le droit d'évaluer la productivité de chacun en fonction d'une structure hiérarchique nécessaire à la survie de l'appropriation privée de tous les facteurs de production.

Le rôle de la concurrence

La 2^e leçon, à nos yeux, de « l'affaire », c'est que la renaissance de la concurrence bouleverse toute notre analyse du capitalisme.

Pendant plusieurs années, Saint-Gobain et B.S.N. ont été liés par un accord de cartel et exploitaient tranquillement leur sphère d'influence en Europe de même que les producteurs de la chimie, de l'automobile, de l'acier et des textiles artificiels, mais l'ouverture des frontières et l'arrivée des américains changent tout. On voit apparaître la concurrence du groupe Pilkington lui-même avec une énorme capacité de production ultra-moderne et les Américains commencent à s'installer en Italie, les Japonais de leur côté grâce aux super-cargos peuvent atteindre les marchés occidentaux. La cartellisation vacille.

Pour limiter les dégâts, il faudrait empêcher l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, réduire les prêts européens qui permettent le développement en Europe même des filiales américaines et contingerter fermement les importations japonaises ; on resterait entre soi dans le Marché commun à Six, les grandes puissances capitalistes extérieures ne l'entendent pas ainsi et la bataille pour l'ouverture du marché européen fait rage.

Pour faire face à un tel danger, quelques grands groupes français contre-attaquent ; ce qui leur importe, c'est de dominer l'ensemble

du marché et pour cela d'être présent partout. C'est parce que Saint-Gobain était leader sur le marché allemand qu'il a pu obtenir la licence Pilkington pour l'Allemagne et ainsi empêcher un concurrent de partir d'Allemagne pour attaquer le marché français ; mais cela ne suffit pas ; il faut contre-attaquer jusqu'aux USA, principal foyer d'expansion capitaliste. Péchiney produira bientôt plus d'aluminium aux USA qu'en France. Saint-Gobain a investi 200 millions prélevés en partie sur ses bénéfices européens pour créer des installations de production aux USA. Michelin fait de même ce qui explique l'affaire Citroën.

Une conséquence de cette extension du cadre national de la production c'est l'éclatement de la planification à la française. Celle-ci qui pendant des années visait à mettre en relations production nationale et consommation intérieure n'a plus aucun sens ; ce qui s'impose maintenant c'est le soutien qui peut être apporté aux grandes firmes dans leurs stratégies de développement international plus la « rationalisation des secteurs classiques », plus la régulation des revenus et des dépenses publiques en fonction de la recherche de la compétitivité capitaliste.

Les objectifs de l'entreprise

Contrôler les produits de la science, dominer le vrai marché, c'est-à-dire le marché international, sont deux aspects d'une même stratégie du profit. Il s'agit d'assurer la permanence de la firme en étendant son emprise sur les clés du développement. Le profit est la résultante de cette stratégie, elle n'est pas, si je puis dire, l'objectif immédiat.

Ici encore l'affaire Saint-Gobain est révélatrice. M. de Voguë pressé par son concurrent a déclaré que les profits distribués par « sa maison » allaient augmenter. Mais il le déplore profondément. Le réinvestissement des bénéfices est la loi du capitalisme moderne, car lui seul assure l'indépendance de l'entreprise et la pérennité de sa puissance. B.S.N. propose une autre stratégie : en distribuant beaucoup il fait monter les cours de la Bourse et il est alors en mesure d'attirer des capitaux extérieurs. Mais cette technique a ses limites.

Le patron de B.S.N. explique en gros que Saint-Gobain « gagne » 5 % par an et que lui se charge après fusion de faire « rendre » le capital de Saint-Gobain à 7 %. Encore faudrait-il préciser par quels moyens M. Riboud arriverait à un tel but ; des économies peuvent être faites par une meilleure utilisation des usines des 2 sociétés ; mais il peut aussi, pour gagner son pari, faire des réductions sur la recherche et sur le personnel.

Finalement, il s'agit de savoir quelle est la fonction des entreprises. Faire plus de bénéfices qu'une autre peut être un signe de meilleure gestion si on n'abandonne pas subrepticement certaines char-

ges pour les remettre sur le dos des travailleurs ou de la collectivité (ce qui revient au même).

Même en termes capitalistes on peut gagner plus d'argent dans l'immédiat et compromettre soit le développement, soit l'indépendance à terme.

Enfin, ceci permet d'aborder très rapidement le problème que posent dans toute son ampleur les socialistes que nous sommes. Dans le système capitaliste on ne prend en compte que certaines utilités révélées par le marché en fonction d'une demande elle-même conditionnée par la distribution des revenus donc par les rapports de production et par les produits préalablement offerts sur ce marché donc par les choix de production eux-mêmes ; le régime socialiste au contraire permet la confrontation et opère un arbitrage entre la satisfaction de toutes les utilités des travailleurs y compris celles qu'ils éprouvent en tant que producteurs (durée du travail, formation, plein-emploi, localisation des emplois). On est loin des préoccupations de MM. de Voguë et Riboud, mais il serait absurde ou sentimental de le leur reprocher. Chaque système économique repose sur des lois que chaque élément de ce système ne peut que respecter ; ce sont lorsque ces lois apparaissent trop manifestement contraires aux réalités sociales que les travailleurs devenus conscients renversent ces lois et instaurent un nouveau régime. Cette « adaptation » s'appelle une révolution. □

**GUY
MOLLET**

**les chances
du
socialisme**

**réponse à la
société industrielle**

« un ouvrage serein, qui se signale par un évident souci de clarté et d'ouverture »
Le Monde

« on ne peut pas ne pas être sensible à la foi de cet homme qui, parvenu au bout d'un long combat, éprouve le besoin de dire ce qui a été le pourquoi profond de toute sa vie »
CLAUDE GAULT
Témoignage Chrétien

« passage nécessaire du capitalisme au socialisme, respect de la démocratie politique : c'est dans ce cadre qu'entrent les propositions de Guy Mollet »
MICHEL CHRISTIAN DAVET
Le Nouveau Journal

Fayard

Une justice à la mesure du régime

Alain Malory

En mars 1963 dans la zone sud de Paris, des passants aperçoivent une femme et une fillette qui se débattent dans la Seine. Ils parviennent à sauver la mère, Mme Soltret, mais non l'enfant. Le drame n'a eu aucun témoin. Que s'est-il passé ?

— André, mon mari, m'a jetée à l'eau déclare Mme Soltret.

Le juge chargé d'instruire l'affaire fait comparaître M. Soltret.

— Je n'ai même pas assisté à la scène, affirme celui-ci. Je vous en donne ma parole !

Le magistrat ne l'en met pas moins en détention préventive, pendant qu'il poursuit l'enquête. Il entend différents témoins, notamment l'agent de police Baudin du commissariat de Choisy-le-Roi, l'un des sauveteurs. Celui-ci déclare :

— Quand Mme Soltret a repris ses esprits, elle m'a dit : « la petite s'est jetée à l'eau parce que je l'avais grondée. Je l'y ai suivie. Personne ne m'a poussée. »

Le juge confronte l'agent avec Mme Soltret. Le gardien répète sa déposition, mais Mme Soltret soutient que c'est faux. Néanmoins, son mari ne peut prouver qu'il ne se trouvait pas à proximité immédiate de l'accident lorsque celui-ci s'est produit. Il reste en prison.

Trente-sept mois s'écoulent ainsi. André Soltret passe devant la Cour d'assise de la Seine. Il est inculpé d'avoir essayé de tuer sa femme en la précipitant dans la Seine. Son geste aurait en outre provoqué la mort de sa fille âgée de neuf ans. Sa culpabilité est si peu évidente qu'il est acquitté du premier chef d'accusation. Mais il est tout de même condamné à trois ans de prison pour « non-assistance à personne en danger », c'est-à-dire pour s'être enfui sans porter secours à la fillette..

L'affaire Soltret a suscité nombre de commentaires dans les couloirs du Palais de Justice. Certains avocats ont souligné que le fait pour Soltret d'avoir été maintenu si longtemps en détention préventive, avait probablement pesé sur la décision du jury.

— N'oubliez pas, dit un avocat (1), que, en vertu d'une loi de Vichy qui n'a pas été abrogée, le jury délibère en présence de trois magistrats. Ceux-ci influencent forcément les jurés, malgré eux.

La machine judiciaire

Plus la course d'un dossier est longue, plus il perd, en parcours de sa substance humaine. Toute révérence gardée, la justice fonctionne un peu comme un laminoir. Il y a l'arrivée de la coulée dans le laminoir — c'est la phase préparatoire, celle où le citoyen devient un justiciable, celle où les auxiliaires, policiers, avoués ou avocats, l'apportent aux bouches du laminoir judiciaire. Une nouvelle étape s'ouvre devant le va-et-vient (et parfois des heurts violents) sous les rouleaux du laminoir : l'affaire est instruite, les débats sont tenus. Puis l'acier prend forme, la justice est rendue, la décision est prise — la première tout au moins. Car il arrive souvent que l'on réchauffe la plaque d'acier pour la soumettre à de nouveaux traitements. D'appel en cassation, le laminage peut se prolonger.

Le processus du laminage de l'acier, comme celui de la justice, est un travail de précision et qui vise à l'uniformité. La fabrication de la décision de justice n'autorise pas la fantaisie. Plus le laminage est perfectionné, plus le produit fini est dégagé de son aspect origininaire de métal en fusion. Plus le processus judiciaire est long et complet, plus la décision devient un diamant juridique, plus la pâte d'humanité disparaît (2).

Le juge n'est plus véral, mais sa justice est chère. Comment les personnes aux ressources modestes feront-elles valoir leurs droits en justice ? En France, on a prétendu régler le problème par l'assistance judiciaire. La terminologie a un parfum de soupe populaire. Il n'y a pas de critère légal et le plafond des ressources à ne pas dépasser pour bénéficier de l'assistance varie en fonction de divers facteurs. En gros, l'institution profite sinon à ceux qu'on appelait jadis « les indigents », du moins aux requérants dont les revenus ne s'élèvent guère au-dessus du SMIG. Comme l'assistance médicale gratuite, l'assistance judiciaire est donc réservée aux très pauvres et aux fraudeurs, car elle est dominée par le principe du tout au rien. Quiconque a des ressources supérieures au plafond admis par un bureau, doit supporter intégralement les frais de sa procédure, l'assistance judiciaire n'étant jamais accordée à titre partiel.

Naturellement, la justice des pauvres n'est pas celle des riches.

Le bénéficiaire de l'assistance judiciaire mène sa procédure aux frais de l'administration de l'enregistrement avec le concours d'un avoué et d'un avocat qu'il ne paie pas. Mais il doit s'en remettre plus complètement que le riche à ces conseils. Comment n'aurait-il pas quelque vergogne à harceler son avoué pour prendre des nouvelles ? N'est-il pas un assisté et n'y a-t-il pas dans l'attitude de son conseil une pointe de condescendance qui lui rappelle sa condition ?

La recherche de la vérité

Quand un juge d'instruction est saisi, l'inculpé a le plus grand mal à combattre les résultats de l'enquête policière. Le « passage à tabac » est fréquent, comme les simples menaces ou les fallacieuses promesses d'impunité. Ce comportement policier traduit une certaine façon de concevoir les devoirs envers la collectivité et la justice. Un équivoque plane dans ce domaine : les magistrats, pratiquant la politique de l'autruche, affectent d'ignorer les brutalités, ce qui les empêche de faire connaître aux policiers qu'ils ne leur en demandent pas tant.

Ce qui se passe en matière de garde à vue autorise ce soupçon. La facilité avec laquelle parquets et juges d'instruction prolongent sans contrôle la garde à vue (en principe dans la loi française, mesure exceptionnelle...), souligne leur tendance à attendre de la police une affaire bien mâchée et il serait inconséquent de remettre en cause les résultats obtenus. Aussi, pour le parquet, le soutien inconditionnel à la police est-il de règle comme on le voit dans les affaires d'outrages ou coups à agents de la force publique ou quand au contraire un citoyen trop maltraité par les gardiens de la paix s'est constitué partie civile. Le juge d'instruction est trop soumis au parquet pour prendre une autre attitude. La prise en considération de la rétractation des aveux est d'autant plus difficile qu'habillement les enquêteurs ont fait signer au suspect une déclaration très circonstanciée dont les détails proviennent de suggestions faites par eux-mêmes.

Les débats en correctionnelle sont le plus souvent réduits à rien. Le président connaît le dossier (ou fait semblant), les assesseurs, eux, arrivent à l'audience la plupart du temps sans l'avoir vu. Le prévenu voudrait-il discuter les faits qu'il n'en a guère le temps, quand une trentaine d'affaires doivent être jugées dans un après-midi. Il s'entend répondre « c'est dans le dossier ». Son avocat est souvent un avocat d'office qu'il n'a pas choisi et payé.

Les jurés délibèrent sur la culpabilité et la peine avec les trois magistrats de la Cour. Leur recrutement fait une large place aux ruraux. Ils apportent une sévérité excessive dans les affaires intéressant la propriété et sont pleins d'indulgence pour le fermier qui a

abusé de la petite bonne venue de l'Assistance. Justice de classe, justice d'impression aussi. Les arrêts de la Cour d'Assises ne sont pas motivés ; le juge de simple police doit dire pourquoi il condamne à une amende, un verdict de mort n'a pas à réfuter les dénégations de l'accusé. Il s'ensuit, logiquement que l'appel des arrêts de la Cour d'Assises n'existe pas.

Le juge dans la démocratie

Le grand problème de la démocratie est d'empêcher qu'une majorité se perpétue au pouvoir par l'oppression de la minorité. Pour cela, deux secteurs doivent échapper à l'emprise du pouvoir : l'information et la justice.

La politique de répression actuelle, sous toutes ses formes, confirme la pensée des combattants du mois de mai pour un statut de l'information radio-télévisée, ainsi qu'une nouvelle définition du journalisme écrit.

Pour la justice, l'autonomie de ce service s'impose, car il lui appartient de garantir l'exercice de toutes les libertés. La privation de liberté physique est contrôlée par le juge, car lui seul a qualité pour prononcer des peines d'emprisonnements après vérification de faits prévus par la loi. Il lui incombe en outre d'annuler ou sanctionner les actes de l'exécutif préjudiciables à la libre circulation des idées et, par l'application des lois civiles et pénales, d'empêcher que des individus ou des groupes y portent atteinte grâce à une puissance économique excessive. Comme on le voit, cette mission qu'a le juge de défendre les libertés publiques coïncide avec son rôle de gardien de la loi, mais la loi entendue dans son sens le plus élevé.

Quand le juge a la possibilité d'assurer ainsi le respect de la loi, il maintient l'autorité de l'Etat contre les gouvernants eux-mêmes. L'exemple britannique montre bien qu'il n'y a pas antinomie entre l'autorité de l'Etat et une justice indépendante. Tout au contraire, la faiblesse du judiciaire, qui est un critère sûr de l'absence de démocratie, laisse la porte ouverte aux empiètements sur l'autorité de l'Etat, de groupes qui en relèvent (armée, police) ou qui lui sont extérieurs (lobbies). Elle a toujours pour corollaire une omnipotence policière. C'est souvent par un procès que la véritable nature d'un régime se dévoile. L'affaire de l'incendie du Reichstag et les grands procès de Moscou sont les tristes exemples de comédies judiciaires, l'affaire Ben Barka en France, souleva un pan de ce voile qui recouvre la justice dans un pays qui fut à l'origine de la « Déclaration des Droits de l'Homme ». Il est vrai, l'histoire aujourd'hui, ne remonte pas si loin ! □

(1) « Lecture pour tous » n° 170, février 68.

(2) « La machine judiciaire », par Charles Laroch-Flavin. Edit. du Seuil, 140 pages, 6 F.

Au lendemain du Congrès de l'U.N.E.F., Tribune a demandé à Jacques Sauvageot et à Luc Barret d'en dégager la signification et les perspectives qu'il ouvre aux luttes étudiantes.

Pour une ligne politique du mouvement étudiant

Jacqueline Giraud

— T.S. : Les comptes rendus du Congrès parus dans la presse ont été presque unanimement défavorables ? Comment l'expliquez-vous ?

— J. Sauvageot : Si on peut discuter l'intérêt et la valeur du Congrès, il est incontestable pourtant qu'il a montré l'unité du mouvement sur le problème essentiel : la lutte contre la loi Faure, contre la participation, contre la cogestion. Par rapport à cela, il est évident que toute la presse, qui joue le jeu de la bourgeoisie et du soutien à E. Faure, a réagi violemment. Aussi n'avons-nous pas été surpris outre mesure en lisant ces articles, et notamment celui du « Nouvel Observateur » qui, sous le masque d'une contestation « gauchiste » fait, en réalité, le jeu d'Edgar Faure.

Dans la logique de son ancienne politique de soutien à l'unité de la gauche, ce journal se retrouve en fait d'accord avec la presse communiste sur la condamnation fondamentale du mouvement étudiant.

L. Barret : On assiste à une re-conversion générale de la presse contre l'ennemi principal qui n'est plus le PCF, mais le PSU et l'ensemble des groupes engagés dans le mouvement de Mai.

De la même manière, la presse italienne a ridiculisé le Congrès du P.S.I.U.P. qui est devenu l'ennemi principal, comme l'a montré Behar la semaine dernière.

— T.S. : Donc, d'après vous, ce Congrès ne fut pas si négatif qu'on l'a décrit. Quels sont les aspects positifs ?

— L. Barret : Ce Congrès fut positif parce que toutes les structures de base du mouvement étudiant étaient présentes, et qu'il a permis d'amorcer le débat politique au sein du mouvement étudiant. Il faudra maintenant le poursuivre, et organiser également un échange de vue sur les expériences de lutte, puisqu'il n'a malheureusement pas eu lieu. Positif aussi, le refus d'un compromis facile au niveau de la direction, sans base politique commune de l'ensemble des groupes qui ne se définissaient que par leur refus du réformisme.

— J. Sauvageot : Il peut y avoir quatre motifs de satisfaction. D'abord, même s'il a cristallisé le débat sur de faux problèmes, c'est vrai que le Congrès a relancé la

discussion dans le mouvement. Les trois points suivants sont encore plus importants.

D'abord l'exclusion des « majos » qui assainit la situation parisienne en permettant désormais aux militants du mouvement de s'intégrer dans la structure UNEF, ce qu'ils ne pouvaient faire tant que les corpos étaient tenues par les « majos ».

Ensuite, il y a eu accord, implicite ou explicite sur l'essentiel — la non-participation —, hormis de la part de la minorité UEC. Accord concrétisé par l'adoption d'un texte politique qui permettra de charpenter les futures batailles. Ce texte définit les fondements objectifs de la lutte anticapitaliste à l'Université : son asservissement aux besoins du système détermine un devenir des étudiants qui n'en fait plus une élite, mais des salariés exploités, spécialisés à outrance, bien qu'ils soient souvent appelés à devenir, par ailleurs, les « chiens de garde » du régime. En même temps, cette Université, en France comme dans tous les pays développés, joue un rôle essentiel au développement du capitalisme. Puis, ce texte analyse la conjoncture, et notamment la contradiction interne au régime entre les grands principes annoncés par E. Faure et les intérêts du capitalisme archaïque qui a remis de Gaulle au pouvoir.

Partant de cette analyse, le texte définit enfin une hiérarchie des luttes à mener : pour les libertés politiques, contre la participation, pour la mise en place de modalités de contestation idéologique de l'enseignement et de structures de contrôle permanent des étudiants sur les programmes, les normes pédagogiques, les inscriptions et les modalités de contrôle des connaissances.

Dernier point positif du congrès : une très grande majorité était d'accord sur la nécessité de transformer les structures de l'organisation, selon le modèle apparu en Mai, c'est-à-dire celui des comités d'action, à condition de préciser ce que l'on entend par là.

— T.S. : Et les côtés négatifs du congrès ?

— J. Sauvageot : Ils tiennent au fait qu'un congrès cristallise toujours une situation à un moment donné, en accentuant les désaccords. Il n'en est pas moins vrai

que les divisions du milieu étudiant, qui parurent exacerbées au Congrès, sont réelles. Mais ce n'est pas un Congrès qui peut régler ce problème. C'est dans la pratique des luttes, la définition d'objectifs, que peut se forger l'unification.

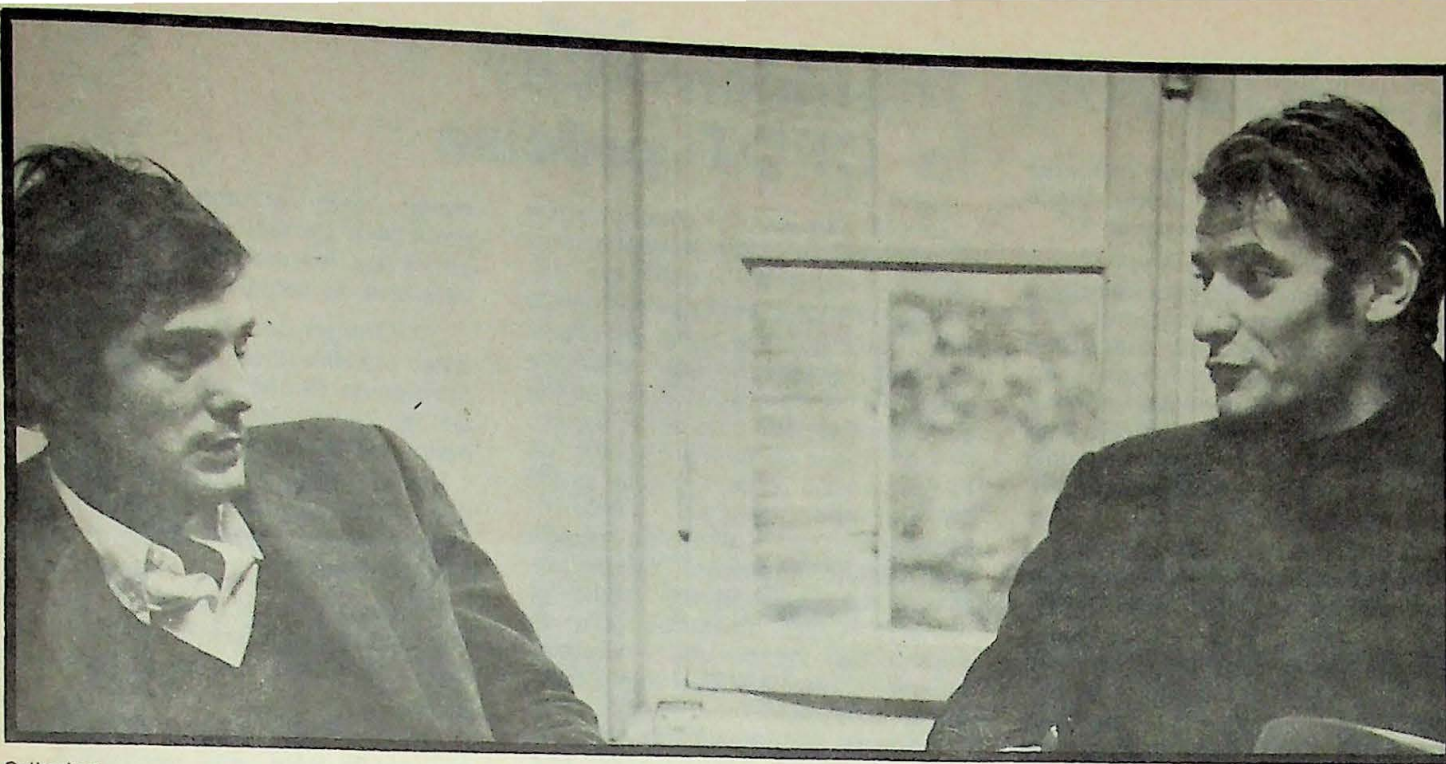
De plus, ce Congrès fut mal préparé. Nous avons eu le tort d'attendre des textes de la base, quand c'est le BN qui aurait dû proposer un texte suffisamment à l'avance pour qu'il suscite des réactions. D'où le flou du débat politique, et la présence de délégations mandatées avec trop d'imprécision. Si bien qu'elles se sont déterminées plus sur l'atmosphère du Congrès que sur le choix politique.

— T.S. : Puisque vous prônez la structuration en Comités d'action, et que vous avez invité au Congrès les représentants des CA existants, comment expliquez-vous la rupture CA-BN de l'UNEF ?

— J. Sauvageot : Il n'est pas vrai que la rupture se situe entre les CA d'une part, et le BN de l'autre, dans la mesure où un certain nombre de CA — et pas les moins importants — étaient d'accord avec notre ligne, soit avant le Congrès, soit pendant. S'il y a eu un regroupement fait sous l'étiquette CA, c'est qu'effectivement les camarades de certains CA ont pondu des textes. Le fait que la division passait au sein même des CA est apparue en fin de Congrès, lorsque certains ont décidé de rester quand d'autres partaient. Il n'est d'ailleurs que de lire les différents textes distribués au Congrès, pour se rendre compte de leur non-homogénéité.

Il n'y a donc pas un courant UNEF et un courant CA. Il y a plusieurs conceptions du mouvement étudiant qui s'expriment aussi bien à l'intérieur des comités d'action que des structures traditionnelles.

Nous sommes pour la structuration en CA, dans la mesure où celle-ci recouvre une possibilité de mobilisation de masse. Non lorsqu'elle est uniquement la réunion de quelques militants, voire de quelques organisations. Pour nous, ces structures sont intéressantes lorsqu'elles évitent la minorisation du mouvement, lorsqu'elles permettent l'expression directe de la base, c'est-à-dire lorsque, au niveau de la ville, ce sont les repré-



Collombert

sentants mandatés par les C.A. qui prennent les décisions et les mettent en œuvre, l'AGE servant à coordonner. Alors, les C.A. peuvent se substituer avantageusement aux anciennes structures pyramidales débouchant sur une pratique parlementaire.

— **L. Barret** : Ce rôle ne peut être joué par certains C.A. qui ne sont que les paravents d'organisations politiques. Le problème à poser est celui de la ligne sur laquelle ils interviennent. Il faut combattre le mythe des CA qui auraient partout, spontanément, une ligne de masse. Ainsi, au mois de Mai, à certains endroits, ce sont les vieilles structures de l'UNEF qui ont joué le rôle moteur, parce qu'elles avaient une ligne politique juste. Il faut combattre une tendance actuelle, s'exprimant dans certains CA, qui rejette la nécessité d'une ligne politique et débouche de fait sur l'activisme.

— **T.S.** : **Cela justifie-t-il votre volonté de demeurer hégémoniques à la direction de l'UNEF ?**

— **L. Barret** : Pour constituer une direction nationale, il faut réunir au moins deux conditions : que les militants qui la composent fassent référence à une pratique commune et qu'ils aient une ligne politique commune. Si nous avons refusé le compromis, c'est que ces deux conditions n'étaient pas réunies, notamment avec les militants de « Rouge ». Avec les militants de certains autres groupes, il y a pratique commune, mais ils ne représentaient pas un mouvement homogène à l'échelle nationale. Dans ces conditions, le comportement vraiment bureaucratique aurait consisté à accepter la négociation entre groupuscules selon le rapport de forces tel qu'il se présentait au Congrès.

— **J. Sauvageot** : Le problème pour nous n'était pas de demeurer à tout prix hégémoniques. Il était qu'il nous semblait impensable de ne pas donner de direction au mou-

vement. Ou, ce qui revenait au même, de lui donner une direction (voire une simple coordination ne se réunissant qu'épisodiquement) constituée par un cartel d'organisations, donc incapable d'agir.

Notre but demeure l'unification. Mais nous n'aurions pas pallié les risques d'atomisation du mouvement en introduisant celle-ci au niveau de la direction. Or nous étions en désaccord sur la nature et le rôle du mouvement, sur la nécessité d'une ligne politique (contestée dans le dernier numéro de « Rouge »), donc sur les problèmes d'organisation, dans la mesure où certains voudraient revenir à une organisation (ou plutôt une inorganisation !) de type italien ou allemand, au moment même où nos camarades italiens et allemands font leur autocritique.

Mais il nous paraît également évident que la direction hégémonique, que nous avons défendue, doit être contrôlée, pour permettre l'expression, la coordination et l'unification des courants qui composent le mouvement. Pour cela, nous avons proposé, et fait adopter, un collectif de coordination qui doit se réunir au moins une fois par mois à l'échelon national. Il aura pouvoir de décider les campagnes nationales et les thèmes politiques, et celui de s'exprimer dans une revue. Il contrôlera donc réellement la direction et aura un rôle politique important.

— **T.S.** : **Cette ligne politique, dont « Rouge » conteste la nécessité, comment la définissez-vous ?**

— **L. Barret** : De notre analyse de la transformation du rôle de l'Université, évoquée tout à l'heure, nous concluons à l'existence des conditions objectives et subjectives d'un mouvement de masse anti-capitaliste dans l'Université, mais ce mouvement ne peut se perpétuer que s'il conjugue des luttes à caractère revendicatif qui ont, en elles-mêmes un caractère politique (contre l'usage que fait la bourgeoisie de l'Université), et les lut-

tes idéologiques contre le réformisme.

Il faut éviter deux erreurs. Celle qui consiste à croire qu'une transformation de l'Université est possible en régime capitaliste. Et celle qui conclut qu'il n'y a rien à faire dans l'Université, et qu'elle peut seulement servir de « base rouge » pour une action purement extérieure. Le mouvement étudiant a un poids spécifique et un rôle autonome à jouer dans la lutte des classes, en se battant contre l'université bourgeoise et sa mise au service du patronat.

— **J. Sauvageot** : Il n'y a pas de séparation entre la fonction économique de l'Université et sa fonction idéologique. Il n'y a pas, en soi des revendications intégrales ou non, mais au contraire, des luttes susceptibles de concrétiser un rapport de forces, d'accroître la crise du système, d'obliger à des choix politiques. Pour mener ces luttes, nous devons tenir compte des acquis de Mai : l'affirmation du mouvement étudiant comme force politique autonome dans la lutte capitaliste. Et les jonctions qu'il a su susciter avec la classe ouvrière. Et nous devons combattre les courants qui remettent en cause ces acquis. Notamment ceux qui s'accrochent au mythe de l'UNEF, grand syndicat défenseur des intérêts moraux et matériels de tous les étudiants, ce qui reviendrait à la limite à revendiquer des moyens pour la réalisation des projets technocratiques. Dans les faits l'UNEF doit être un instrument unificateur et affirmer son impact politique. En conjuguant les luttes revendicatives, qui ne sont pas par principe réformistes, et la lutte idéologique, elle doit cesser d'être, comme avant Mai, obligé de châtrer les dimensions politiques de sa lutte pour sauver son caractère de masse.

De plus le mouvement étudiant a un rôle qui dépasse largement le cadre universitaire, et il doit rechercher le débouché, la liaison avec les travailleurs.

— **T.S.** : **D'où les rencontres avec les organisations syndicales ?**

— **J. Sauvageot** : Au Congrès, elles ont déclenché bien des discussions. Pour certains, dans le mouvement ouvrier, seules comptent les organisations, et l'UNEF doit se borner à la liaison avec elles. Pour d'autres, les organisations sont bureaucratiques et « pourries », seuls comptent les militants ouvriers révolutionnaires. Si l'on suit les premiers, nous devons subordonner l'attitude du mouvement étudiant aux décisions des organisations ouvrières. Et si l'on suit les seconds, nous devons estimer que le mouvement ouvrier, ce n'est pas l'ensemble des travailleurs en lutte.

Nous, nous refusons ce faux dilemme. Nous disons que le mouvement ouvrier existe avec ses organisations, et qu'il y a dans le monde du travail comme à l'université des niveaux de conscience divers. Nous devons tenir compte de la nature réelle du mouvement ouvrier pour avoir une action efficace et compréhensible au niveau de la grande masse des travailleurs, sans renoncer pour autant à nos objectifs.

Et si nous allons discuter avec les organisations ouvrières, c'est parce qu'on ne peut nier leur rôle. Il s'agit donc de procéder à un échange d'informations, et de rechercher sur quels points précis (par exemple, la lutte contre la répression), nous pouvons avoir une action commune.

Mais il faut en même temps et surtout établir le contact avec les travailleurs à la base, trouver à ce niveau les modalités d'une discussion et d'un travail permanent commun.

Enfin, c'est en faisant la preuve de la réalité de ses luttes, de la justesse de ses positions, que le mouvement étudiant existera hors de la subordination aux organisations ouvrières.

— **L. Barret** : Dans tous les pays capitalistes avancés, par ses formes de lutte radicales, par son niveau de politisation, le mouvement étudiant peut peser sur le mouvement ouvrier. A la condition qu'il soit un mouvement de masse. Des actions minoritaires, elles, n'auraient aucun poids.

— **T.S.** : **Quelle analyse faites-vous du conflit entre Edgar Faure et les CDR ?**

— **L. Barret** : Il exprime la contradiction du régime Gaulliste qui veut simultanément maintenir son assise sociale dans la petite bourgeoisie et les couches libérales fascistes, et mener d'autre part la politique des technocrates et des grands monopoles, plus favorables à une intégration souple du mouvement étudiant et ouvrier.

— **J. Sauvageot** : Dans le conflit chacun a son but. Pour la réaction, il s'agit d'une opération-test visant

a éprouver la capacité de résistance d'E. Faure, en prévision d'une future offensive. Et pour E. Faure, à la veille de la « vraie » rentrée, il s'agit d'une manœuvre habile pour obtenir simultanément l'appui du général de Gaulle, et celui de toutes les forces « conscientes » (!) qui doivent se « mobiliser » contre un éventuel danger fasciste. S'il croit vraiment que ce danger existe au sein de la majorité dont il fait partie, E. Faure doit aller jusqu'au bout de sa logique et présenter sa démission. Quant à nous, nous devons évidemment détourner les étudiants de ce « panneau ».

— **L. Barret** : En tout cas, le fait qu'E. Faure ait éprouvé le besoin de toute cette manœuvre prouve bien qu'il existe à l'Université un rapport de force qui est loin de nous être défavorable. Le Ministre a raté sa rentrée, et, chaque fois que le mouvement engage une bataille, il la gagne. C'est vrai au Lycée Chaptal, qui a dû être réouvert. A Nanterre, où l'on a obtenu la libération de l'étudiante emprisonnée. A Grenoble, où l'on a obtenu des satisfactions substantielles sur le problème des bourses. A Nantes, sur la nomination des enseignants. Au point qu'Edgar Faure renonce à faire procéder aux élections selon les modalités de la loi, puisqu'il freine l'entrée des représentants du patronat et reprend les structures de Mai présentées comme « transitoires ». En même temps, parce qu'il a échoué à séparer les « gauchistes » de la masse des étudiants « réformistes », il s'oriente vers une politique de répression à l'égard de l'ensemble du mouvement — par le contrôle des cartes, le réexamen des bourses, le droit d'exclure accordé aux recteurs.

— **J. Sauvageot** : Malgré cela « l'ordre gaulliste » ne règne pas à l'Université ! Et la politique d'austérité ne vas pas améliorer la situation du Ministre. Elle va, au contraire nous donner de nouvelles possibilités de lutte. Sur un terrain qui nous permet de rejoindre les

travailleurs, victimes de cette même politique d'austérité.

— **T.S.** : Vous vous préparez donc à un trimestre agité. Quels thèmes de lutte voyez-vous ?

— **L. Barret** : Ils se dégagent des luttes déjà engagées, comme à Montpellier où les trois quarts des « citadins » font la grève du loyer en réclamant le contrôle étudiant sur les bourses et le contrôle étudiant-ouvrier sur les œuvres, ainsi que l'allocation d'étude généralisée.

— **J. Sauvageot** : En gros, on peut distinguer deux axes principaux. D'abord, la poursuite de la lutte contre la loi d'orientation, la participation et la cogestion. A travers l'analyse de la loi, il faut faire passer les objectifs du mouvement. Par exemple, empêcher l'entrée du patronat. Lutter contre la spécialisation à outrance. Refuser une « hiérarchisation » entre les Universités, en exigeant que tous les diplômes soient nationaux. Se battre contre la sélection et la ségrégation.

Pour traduire ces objectifs dans les faits, il faut trouver les modalités d'un contrôle étudiant. Ce qui suppose un deuxième travail : la transformation des structures actuelles de l'UNEF par la mise sur pied de C.A.-UNEF (au niveau de la faculté ou des unités d'enseignement), qui se coordonnent au niveau de la ville ou de la faculté.

Dans l'immédiat, l'heure n'est plus aux campagnes nationales traditionnelles. Mais nous pouvons déclencher partout des luttes locales qui font leur unité sur des thèmes communs à l'ensemble du mouvement. Et c'est là que le Congrès a joué un rôle positif, puisqu'il a fourni un texte qui peut servir de référence pour homogénéiser les luttes.

Enfin, il est clair qu'à tout moment, en fonction de l'évolution de la situation, le mouvement étudiant pourra se voir fixer de nouvelles tâches, notamment à chaque fois que les travailleurs entrent dans la bataille. □

Réunions du parti

● **Mercredi 29 janvier** (20 h 45), à Paris, 13, rue Fagon (place d'Italie) : « L'Austérité pour qui ? pourquoi ? » avec Claude BOURDET conseiller de Paris, Michel GRIMAL et Jacques MALTERRE du Bureau National (réunion organisée par les sections du 13^e, d'Ivry, de Vitry, de Villejuif et du Kremlin-Bicêtre.

● **Vendredi 24 janvier**, à 20 h 45 : Assemblée-débat organisée par la commission Jeunes d'Épinay-sur-Seine : *Beaucoup de chômeurs demain ? Pourquoi ?* Salle Bonsecours, près du Gymnase Léo-Lagrange — Ave-

nue De Lattre de Tassigny à EPINAY-sur-SEINE — Autobus 124 et 254, descendre Eglise d'Épinay-sur-Seine.

● **Jeudi 30 janvier**, à 14 h, 81, rue Mademoiselle Paris 15^e : *La place du lycée dans le système capitaliste*, avec la participation de Robert CHAPUIS.

● **Dimanche 9 février** : *Journée lycéenne pour la région parisienne*.

● **PERMANENCE LYCEES** Tous les jeudis de 14 à 16 h, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

Thomson - CSF la CFDT précise

Le 15 janvier, la concentration Thomson-C.S.F. est devenue une réalité.

Pour l'objectivité de l'information, nous jugeons utile de préciser les positions des sections C.F.D.T. Thomson et C.S.F. sur les problèmes posés par cette fusion.

« 1^o C'est un esprit offensif qui la caractérise, créant la plus grande entreprise française d'électronique. Elle vise à une plus grande disponibilité financière, à une politique d'investissement hardie et rentable. Cette fusion doit-elle se caractériser par des licenciements ? C'est la thèse des Directions.

Nous ne pouvons l'admettre.

Par contre, nous disons que cette fusion, par son caractère dynamique peut être un facteur de progrès social. C'est pourquoi dès l'annonce de la concentration, nous avons demandé l'ouverture de négociations d'un programme de progrès social comportant :

- un plan projectif de l'emploi et des garanties concernant celui-ci.
- L'augmentation du pouvoir d'achat.
- La réduction du temps de travail.
- L'harmonisation des avantages sociaux des deux entreprises, sur les clauses les plus favorables.
- La création d'un comité inter-entreprises.

En agissant ainsi nous voulons :

1^o) Avoir une attitude offensive, et non défensive, attendant les décisions de la Direction.

2^o) Ne pas attendre que les licenciements soient dénoncés pour

Gatti interdit...

Le communiqué paru dans « T.S. » du 6 janvier, a alerté tous les camarades sur les dangers que cette mesure fait peser sur la liberté d'expression et de création et sur le fait qu'elle risque de supprimer toute garantie d'indépendance des théâtres nationaux, maisons de la culture, centres dramatiques, maisons de jeunes, O.R.T.F. subventionnés par l'Etat.

Le 24 janvier, où en sommes-nous ?

Après l'interdiction de la pièce et le refus de Malraux aux Associations de spectateurs de louer le Palais de Chaillot pour une série de représentations privées de « Passion en violet, jaune et rouge », d'Armand Gatti, le Comité contre la censure a organisé, avec les comédiens, critiques, associations culturelles, comités d'entreprises, comités d'action, associations de spectateurs, de nombreuses réunions, afin de préparer l'Assemblée générale qui a eu lieu le 16 janvier à l'Atelier.

A cette Assemblée générale, un

réagir, mais rechercher des solutions pour garantir l'emploi (accord cadre sur les mutations, les reconversions, le recyclage, etc.).

3^o) Obliger les directions à discuter parallèlement à l'examen des problèmes financiers et industriels de la fusion, des problèmes humains qu'elle amène.

Elle ne peut réussir par l'action des états-majors seuls, mais par l'assentiment des salariés des deux groupes.

Or ceux-ci sont d'abord préoccupés par la garantie d'emploi et la conservation des avantages acquis.

La Direction doit donc choisir par quelle voie, elle espère réussir !

4^o) Instituer en face de chaque échelon de décision patronale une représentation du personnel et du syndicat.

Ainsi les entreprises françaises se transforment de plus en plus en holding. Celui-ci, de par ses effets n'implique pas obligatoirement une représentation syndicale, mais il dirige toutes les filiales dépendantes. De même l'organisation en groupements, réunissant plusieurs centres, sous une seule autorité, ne trouve pas en face d'elle, un échelon légal de représentation des salariés. Il y a un retard de la Loi sur les faits qu'il faut combler pour que les problèmes soient résolus d'une façon efficace et à temps.

En posant ces exigences, nous avons conscience d'avoir choisi une voie difficile, mais la seule possible et efficace... »

manifeste a été rédigé et sera diffusé largement. Un certain nombre d'actions ont été décidées : un meeting suivi d'une manifestation, des lectures de la pièce et un montage sur l'Espagne (audio-visuel et marionnettes) seront faits par les comédiens dans les collectivités. Un appel, en vue d'une rencontre a été fait aux organisations syndicales (C.G.T. - C.F.D.T. - U.N.E.F. - C.N.R.S. - S.N.E.-Sup - Féd. Nle du Spectacle - F.E.N. - C.A.L.) et politiques.

Nous appelons nos camarades à participer au meeting et à la manifestation dont les dates et lieux seront communiqués prochainement, à signer les pétitions, et organiser dans toutes les associations des soirées d'information et d'action, tant à Paris qu'en Province. □

Renseignements : adresse provisoire du Comité contre la censure, Emile COPFERMANN, 1, place Paul-Painlevé, 75-Paris 5^e. — Pour l'aide financière au Comité : Jean-Jacques HOCQUARD, C.C.P. 1905026, Paris.

Nixon au pouvoir

Henry Beley

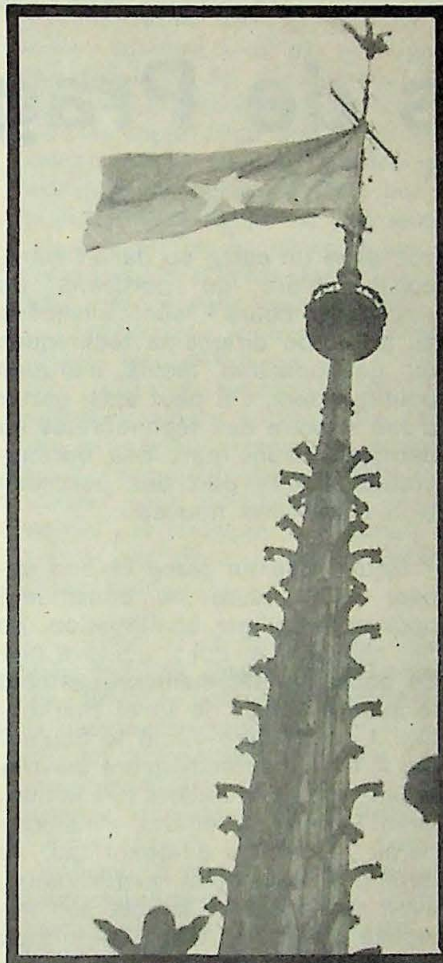
Les enseignants « modérés », les étudiants « apolitiques », tous ceux qui font le beau quand on leur tend un os, qui offrent la fesse gauche lorsqu'on leur frappe la fesse droite et qui fulminent contre les « fascistes rouges », toutes ces bonnes âmes seront certainement ravies d'apprendre que Ronald Reagan, ex-cow-boy d'Hollywood et gouverneur ultra-réactionnaire de Californie, est entièrement de leur avis. Les étudiants américains qui affrontent actuellement, avec une violence accrue, un pouvoir politique et idéologique bien plus étouffant que le nôtre (ce qui n'est pas peu dire) ont eu récemment l'honneur d'être traités par lui d'« anarchistes criminels » et de « fascistes nouvelle vague ».

Il n'est pas douteux que le gouverneur Reagan traduit ainsi non seulement les sentiments de nos participationnistes, mais aussi la pensée de tous les bons Américains, à commencer par celle du président Nixon, nouveau titulaire de la chaire présidentielle. Placées sous le signe de l'Ordre et de la Loi, les quatre années qui vont suivre ne seront certes pas faciles à supporter pour les Américains courageux qui déjà les affrontent. S'il se confirme que Nixon continuera la politique de coexistence pacifique de Johnson et Kennedy, on peut prévoir qu'il sera moins « libéral » que son prédécesseur en politique intérieure. La « guerre contre la pauvreté », sur laquelle les libéraux américains — avec l'aveuglement politique qui caractérise traditionnellement la « pensée » libérale — fondaient tant d'espoirs, est abordée aujourd'hui avec beaucoup plus de prudence. Manifestement, les détenteurs de capitaux et tous les bons Américains aimeraient bien ne pas en entendre trop parler, et Nixon, soucieux de traduire leurs aspirations, ne cherchera sans doute pas à les décevoir. D'autant plus que les choses ne vont pas si mal sur le plan économique : contre toute attente, la balance des paiements a été positive, pour la première fois depuis onze ans — phénomène que le sous-secrétaire américain au Trésor a attribué aux entrées massives de capitaux étrangers. (Et nos capitalistes qui ne cessent de geindre à propos du « défi américain »).

Vers de nouveaux génocides ?

Certes, il reste le Vietnam, dont il s'agit de se débarrasser le mieux possible. Trop confiants hier dans les possibilités de leur puissance militaire, les Américains sont devenus aujourd'hui plus modestes sur ce chapitre. Le premier soin de Nixon sera donc de mener les négociations à bien, de rapatrier lentement les soldats du Vietnam et

— s'il le peut — de limiter les engagements militaires des États-Unis au strict nécessaire. Mais le pourra-t-il ? Le Laos, la Thaïlande, tout le sud-est asiatique, dont on parle encore relativement peu, risquent fort de faire la « une » des journaux dans les années et peut-être dans les mois à venir. C'est ainsi qu'au Laos, les sorties de l'aviation américaine ont quadruplé entre septembre et novembre (passant de 3.000 à plus de 12.000), et



Agip

le Pathet Lao accuse les U.S.A. d'utiliser, exactement comme au Vietnam, des bombes à fragmentation, des bombes au phosphore, des produits toxiques, faisant des milliers de victimes dans la population. Comme au Vietnam, une nouvelle « guerre spéciale » s'intensifie donc de mois en mois, et on peut se demander si Nixon, même en lui supposant la volonté enracinée de ne pas recommencer la politique de ses prédécesseurs, pourra échapper à l'inférieure logique du système impérialiste.

La politique des U.S.A. ne dépend en définitive que dans une très faible mesure de la volonté de ses présidents, donc de celles des classes dirigeantes dont ils expriment les aspirations. Il est probable que les financiers de Wall Street sont trop conscients aujourd'hui de la non-rentabilité des grandes expéditions militaires pour désirer « remettre ça ». Mais, enfermés dans le développement implacable de l'impérialisme américain, les dirigeants de Washington pourront-ils faire autrement que de re-

commencer ce que les libéraux américains appellent curieusement les « erreurs passées », sous peine de perdre une à une leurs zones d'influence ? Croit-on que c'est de gaité de cœur que le président Kennedy a envoyé des troupes au Vietnam ?

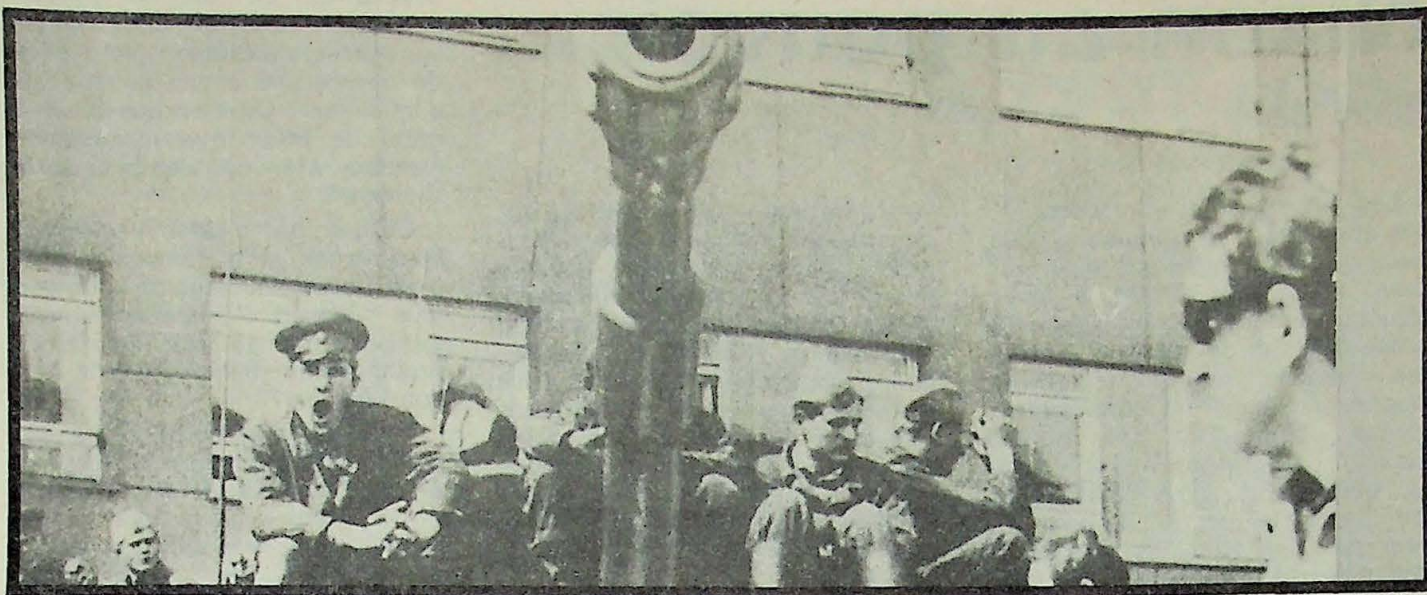
Croit-on que c'est un hasard malencontreux si le fameux « complexe industriel-militaire » devient plus puissant d'année en année ? au point de se voir aujourd'hui pratiquement représenté à la Maison-Blanche ?

C'est dire si la marge de manœuvre de Nixon est étroite. Ajoutons à cela l'Amérique latine, qui ne se porte guère mieux que l'Asie. « L'Alliance pour le Progrès », fleuron de la politique « intelligente » de John Kennedy, est considérée aujourd'hui comme un « scandale » par la revue « Life » elle-même. Cette chimère libérale — comme toutes les chimères libérales — n'a profité en définitive (toujours selon « Life ») qu'aux businessmen américains, ce qui ne surprendra que les libéraux.

Le bâton sans la carotte

Quant au problème noir, autre « héritage » laissé par Johnson, on peut prévoir que Nixon ne s'embarassera pas de vaines carottes et tentera de régler la question selon la bonne vieille méthode du bâton. En d'autres termes, la prise de conscience politique des Noirs va s'accélérer. Mais les Noirs ne sont plus seuls parmi les minorités ethniques à mettre le système en cause. Les Américains d'origine mexicaine (ils sont 15 millions) commencent à radicaliser leur lutte. Leurs revendications ne portent déjà plus exclusivement sur la récupération des terres qui leur ont été volées il y a cent ans (comme en juin 1967, où de violentes manifestations paysannes furent réprimées par des chars et des hélicoptères...), mais aussi sur la reconnaissance de leurs droits civiques, de leur culture et de leur langue. « Les Noirs luttent dans la rue » a déclaré Reies Lopez Tijerina, l'un de leurs dirigeants, « croyez-vous que nous devions nous asseoir et rester tranquilles ? »

Si l'on ajoute à toutes ces « difficultés » celles de la situation financière internationale et les tendances à l'inflation, on comprendra que le nouveau président a peu de chances, même s'il avait l'envergure d'un Franklin Roosevelt (hypothèse que lui-même doit écarter), d'être à la hauteur des événements. Mais peut-être s'est-il déjà consolé de cette triste perspective en apprenant que le salaire présidentiel vient d'être augmenté du simple au double par le Chambre des Représentants (des représentants du peuple, bien entendu, n'oublions pas que nous sommes en démocratie). Ce salaire atteint à présent 200.000 dollars par an, soit 100 millions d'anciens francs. L'éditorialiste du New York Times — journal libéral — a été évidemment scandalisé par une telle augmentation : « L'effet symbolique sera malsain », a-t-il fait remarquer... □



Agip

Les bonzes de Prague

Gilbert Chantaire

Au moment où la presse et la télévision françaises nous retraçaient ce que furent le « printemps » de Prague et le socialisme à « caractère humain », la lente et difficile normalisation imposée par les Soviétiques se poursuivait en Tchécoslovaquie.

La mise en place des nouvelles structures fédérales a progressé de façon spectaculaire par la constitution en une dizaine de jours de trois gouvernements : Tout d'abord un gouvernement slovaque formé autour de Stefan Sadvosky puis le gouvernement fédéral à la tête duquel Cernik conserve sa place. Enfin Razl vient de publier la liste des vingt et un membres qu'il dirigera dans le gouvernement pour les régions tchèques. La composition de cette dernière équipe confirme l'impression qui prévalait à la suite de l'étude des deux cabinets préalablement constitués pour la Slovaquie et le gouvernement fédéral : Les hommes désignés sont des hommes du « printemps » ou, plus précisément d'après janvier. La nuance est importante dans la mesure où ces nouveaux dirigeants, sans être marqués par la période Novotny ne sont pour aucun d'entre eux, mis à part Galuska, ministre de la Culture dans le gouvernement tchèque, des progressistes en vue de la période de libéralisation intense (avril). Les communistes orthodoxes et autres collaborateurs notoires, tels Pavlosky et David n'ont pas trouvé place dans les nouvelles équipes. Il reste que le passif est beaucoup plus lourd pour les progressistes : Aux noms de Hajek, Pavel, Kriegel, Mylnar, Pelikan et Sik, le père de la réforme économique, déjà écartés depuis longtemps, s'ajoutent ceux de Boruvka et Kadlec, ancien ministre de l'Éducation.

Le procès d'Alexandre Dubcek

Cet intense mouvement de personnel fait apparaître le caractère de compromis que revêt la normalisation. Les personnalités trop en

vue dans un camp ou dans l'autre, collaborateurs ou partisans du « nouveau cours » sont éliminées au profit de dirigeants techniques ou gestionnaires moins marqués politiquement. On peut ainsi parler d'une victoire des technocrates au détriment d'une part des bureaucrates, d'autre part des partisans d'un socialisme nouveau.

Cette mise en place et son aspect gestionnaire ne constituent pour nous qu'une confirmation. Le fait essentiel et qui a soulevé tant de passions est malheureusement la mise à l'écart de Josef Smrkovsky. Le populaire « Jojo le boulanger » (il fut effectivement ouvrier boulanger) ne présidera pas le nouveau Parlement fédéral. Ainsi disparaît le dernier dirigeant qui, en dépit des aléas de la normalisation, avait su conserver intacte son immense popularité. Celui qui lors du plenum de janvier 1968 avait prononcé avec Svoboda un des discours décisifs contre Novotny sera remplacé par Colotka. Le « carré » fameux du printemps constitué par Dubcek, Svoboda, Cernik et Smrkovsky perd un de ses membres cinq mois à peine après l'entrée des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Le démantèlement de cette équipe prestigieuse est probablement un objectif à long terme des normalisateurs qu'ils soient Russes ou Tchécoslovaques. C'est pourquoi il est permis de penser que la mise à l'écart de Smrkovsky est également, par personne interposée, le procès d'Alexandre Dubcek lui-même. Le numéro un tchécoslovaque voit en outre son prestige se ternir à mesure que les concessions s'étendent. Il se trouvera bien isolé avant de disparaître, sans doute, à son tour.

Une élimination difficile

Revenons sur la façon dont fut éliminé Smrkovsky. Le prétexte (scandaleux parce qu'il ne trompe personne) invoqué par Gustav Hu-

sak, le « réaliste » pour cette éviction est le désir de voir s'établir la parité de représentation des états fédérés à la direction suprême du pays. Ce souci d'équilibre des « réalistes » (partisans de la normalisation) nécessite donc la nomination d'un Slovaque à la tête de l'Assemblée fédérale. L'intention, dans la mesure où elle répond aux objectifs d'après janvier, serait légitime si elle ne visait justement à écarter un gêneur, représentant le plus déterminé de la tendance progressiste. Dans cette mise à l'écart, tout n'a pas été sans mal (et tout n'est peut-être pas terminé). La campagne de soutien en faveur de l'ancien président du Parlement a, en effet, pris une telle ampleur que les réalistes ont dû lutter pied à pied. Le résultat positif de cette résistance et de cette pression populaires est que l'élimination sera progressive. Dubcek a, sur ce point, été obligé de donner des garanties précises sur le maintien de Smrkovsky au sein du présidium du parti et de son comité exécutif. Pendant plusieurs semaines, les ouvriers, les intellectuels et les étudiants ont refusé d'entériner cette décision de mise à l'écart. De multiples motions de soutien parvenaient des milieux les plus divers, aux dirigeants tchécoslovaques. Les ouvriers menaçaient de se mettre en grève. Fait à noter : des intellectuels slovaques non dupes ont également manifesté leur opposition au « limogeage » du Tchéque Smrkovsky. Le point culminant de cette agitation fut l'opposition entre les travailleurs de la métallurgie et le leader slovaque Gustav Husak. La menace d'une grève a longtemps pesé sur les actions des partisans de la normalisation. Ce conflit a été symbolisé par une lettre ouverte de Vlastimil Toman, président du syndicat des métallurgistes tchèques au chef du P.C. slovaque, reproduite dans *Prace* l'organe des syndicats. Dans cette lettre Toman écrivait notamment : « Nous ne savons pas qui vous a

donné le droit de nous considérer comme des forces extrémistes ou comme forces de droite ». L'attaque de Husak paraissait en effet un peu lourde ou alors la situation est fort préoccupante en Tchécoslovaquie quand on pense que les « extrémistes » ou les « droitiers » de la métallurgie sont un million ! Toman précisait encore que la parité chère à Husak n'était nullement en cause mais que la chute de certains dirigeants devenus des « symboles » était inacceptable.

La victoire des réalistes

Le rapport des forces a changé, dans un premier temps, par la prise de position de la direction du parti communiste dans cette affaire. Le présidium a effectivement dénoncé les « menaces de grève » et autres « initiatives inconsidérées ». Cette déclaration collective avait comme objectif d'affaiblir les positions des opposants pour que Gustav Husak ne constitue plus la cible unique autour de laquelle s'exacerbaient passions et rancœurs. Après cette prise de position des dirigeants il a fallu, dans un deuxième temps, reprendre en main les masses par une vaste campagne d'information. L'activité politique à tous les niveaux du parti est très intense. Les principaux leaders multiplient les déclarations dans lesquelles il est toujours fait allusion à l'esprit d'après janvier, au programme d'avril... L'attention s'est évidemment polarisée sur la session du comité central du syndicat des métallurgistes. Syndicat qui a reçu notamment la visite de Dubcek, Cernik et Smrkovsky. C'est à cette occasion que Smrkovsky a entériné pour la première fois en public la décision prise sur son sort. Il a déclaré : « Je ne peux qu'apporter mon suffrage à la désignation de Colotka à la présidence de l'Assemblée fédérale... Je ne lierai jamais mon nom à un acte qui pourrait causer une division entre nos deux nations ». Cette prise de position montre à quel point les pouvoirs de Smrkovsky sont déjà réduits. Cette victoire de la ligne « réaliste » fait apparaître un nouveau clivage qui pourrait devenir inquiétant : le fossé se creuse entre Prague et Bratislava : La politique de normalisation et une certaine intolérance sont beaucoup plus évidentes en Slovaquie qu'en Bohême.

Un motif d'espoir

Tout n'est cependant pas sombre dans ces événements tchécoslovaques. Malgré le renforcement du contrôle de la presse, de nombreuses motions de soutien à l'ancien président du Parlement continuent de paraître. Les métallurgistes qui n'ont pas tout à fait désarmé proposent maintenant la double candidature Colotka-Smrkovsky pour les députés. Les étudiants communistes protestent encore contre les conditions de l'éviction de Smrkovsky. Vaculik, l'auteur du célèbre manifeste des « deux mille mots »

affirme dans Listy que le combat mené en faveur de Smrkovsky est l'événement le plus passionnant depuis le 21 août.

Le motif d'espoir, actuellement, vient pour nous de la constitution des conseils d'entreprises et de la création d'un « conseil des conseils » groupant quelque deux cents entreprises de toute la Tchécoslovaquie. Cette initiative du conseil des usines Skoda, souvent à la tête du combat par ailleurs, est peut-être la réponse des travailleurs aux manipulations de certains hommes de l'appareil, et le prélude à une véritable démocratie socialiste. La classe ouvrière prend ainsi son sort en main et constitue désormais le principal garant de la politique d'après janvier. La confir-

mation éclatante de cette nouvelle prise de conscience des travailleurs est venue la semaine dernière quand les typographes tchèques ont refusé de composer des articles rappelant trop selon eux la période Novotny. Laissons le mot de la fin à Prace, journal déjà nommé : « Cette attitude courageuse (de la classe ouvrière) lui vaut le respect de l'ensemble du front culturel et scientifique. Ainsi les leaders barbus des étudiants parlent avec une tendresse filiale de la classe ouvrière ».

Jan Pulach est mort pour le socialisme et la liberté. Des ouvriers et des étudiants campent sur les lieux du suicide, nouveau symbole de leur solidarité dans la lutte pour un socialisme nouveau. □

Nouvel an grec

Rémy Grillault

C'est aussi le Nouvel An en Grèce... Nous avons reçu d'un de nos camarades d'Athènes un texte qui fait le point de la situation politique dans son pays. Elle ne paraît guère brillante pour la résistance au régime des colonels.

La « junte » fêtera bientôt le deuxième anniversaire de sa prise du pouvoir. Le bilan de ces deux années est triste mais guère surprenant. Les officiers qui prirent le pouvoir en avril 1967 ne disposaient d'aucun lien avec le monde politique grec ni de soutien populaire. Tout en se maintenant au pouvoir par la force, ils cherchent par tous les moyens à nouer des liens avec les politiciens et surtout à se créer un appui populaire.

Une force omniprésente

Le régime utilise la force sous tous ses aspects et à tous les niveaux. Des milliers de Grecs se sont trouvés et se trouvent en prison ou en exil sur des îles à cause de leurs opinions. La torture par la police militaire ou les services de sécurité est chose courante. La propagande, l'intoxication et les rumeurs ont créé un climat d'insécurité, de peur insidieuse subconsciente auquel on ne peut échapper malgré les apparences d'une vie normale. Une censure mesquine et abrutissante couvre tous les moyens d'expression ; cela va du nom de l'actrice Vanessa Redgrave rayé à l'encre de Chine sur les affiches de cinéma au retrait de l'affiche du Festival d'Athènes, la pièce d'Eschyle « Prométhée ».

Une presse complètement muselée ne fait qu'annoncer les discours ridicules des officiers du pouvoir.

Le régime contrôle par la force toutes les organisations de quelque nature qu'elles soient, les syndicats, les organisations professionnelles, l'ordre des avocats et des médecins ont des directions fidèles au régime ainsi que les équipes de football... Des milliers de personnes ont perdu leur emploi, instituteurs, fonctionnaires, employés d'industries nationalisées, employés de banques. Cinquante-cinq professeurs de l'enseignement supérieur furent limogés en un jour, et un autre jour, douze magistrats de rang élevé. On trouve, pourtant des représentants du régime, en général, des militaires, au Service Archéologique comme dans la Banque Commerciale, banque privée.

L'emploi de la force et de l'arbitraire se fait au nom de la « Révolution Nationale » de la lutte contre le communisme slave, pour l'« Occident » pour une « Grèce de Grecs chrétiens », pour la « morale » et les « trains qui arrivent à l'heure ». La junte a cherché une expression idéologique de son existence, un professeur d'Université a même été attelé à la tâche, pour l'instant en tout cas les discours prononcés font surtout penser aux mercenaires de Tschombé. Les militaires sont d'ailleurs devenus la classe privilégiée. Leurs traitements ont considérablement augmenté. Ils ont droit à des prêts à des taux très avantageux. Les galons des sous-officiers sont maintenant plus beaux et les soldats... portent des cravates ! Une des deux grandes banques a fait un concours d'admission spécial pour enfants d'officiers, des places sont réservées pour ces enfants dans les lycées cotés d'Athènes.

Le vide créé par les renvois dans certains services, la peur des responsabilités, l'incompétence des ministres et l'absence totale de critique ont abouti à une pagaïe administrative impressionnante, même pour des Grecs ! Le népotisme et la prévarication sont apparus sous une autre forme (les deux frères de Papadopoulos se sont vu affecter des postes importants au ministère de la présidence).

La « junte » gouverne par la force et l'obscurantisme mais voudrait se faire aimer, elle s'est donc lancée dans une démagogie telle que les Grecs, pourtant gâtés en ce domaine, n'en avaient jamais vue. L'État, l'économie, l'éducation et la démocratie ont été « rénovés » en un clin d'œil sous la direction du « docteur » Papadopoulos. Les paysans et la classe ouvrière sont les principaux bénéficiaires des promesses. Les paysans, en particulier, ont été gâtés avec la suppression des dettes agricoles, mesure que ne semble pas avoir eu beaucoup d'effets sur la popularité du régime car la majorité des paysans ne les payaient pas de toute façon et n'ayant obtenu que des prix très bas pour leurs produits, ils se trouvent à nouveau endettés. Malgré les discours sociaux, l'économie « libre » est appliquée avec enthousiasme au bénéfice des grandes entreprises grecques et étrangères. Les armateurs grecs mettant leurs navires sous pavillon grec et les capitalistes étrangers investissant en Grèce ont droit à des avantages exorbitants.

L'économie ne marche pas cependant, la Grèce connaît des difficultés du côté de sa balance des paiements, le tourisme ne progresse pas et malgré les avantages offerts, les capitaux étrangers ne viennent pas comme le montre l'échec total de l'accord Litton (accord qui prévoit entre autres que le « conglomérat » américain Litton bénéficiera de capitaux pour des investissements en Crète et dans le Peloponèse Occidental).

L'échec politique de la junte

Malgré la force, d'une part, et la démagogie, de l'autre, les espoirs du régime ne se sont pas réalisés. Sur le plan politique, ils n'ont obtenu la caution d'aucune organisation ou personnalité politique de grande renommée. Seuls, quelques technocrates ambitieux, un petit nombre d'anciens socialistes devenus ministres grâce à la junte et l'archevêque d'Athènes Hieronymos, devenu primat de Grèce avec leur concours, soutiennent ouvertement le régime. Sur le plan populaire, l'échec de la junte est aussi cuisant.

Au référendum, les 99 % de oui de la province ne sont qu'une preuve de l'efficacité de la dictature dans l'emploi de la force. Le silence du peuple grec n'est ni approbation ni indifférence, les centaines de millions d'Athéniens l'ont bien prouvé

lors de l'enterrement de Georges Papandreou. Les Grecs se sentent, cependant, désorientés, démoralisés, sans avenir.

Le putsch d'avril a provoqué un effondrement du milieu politique, passablement pourri. Par ailleurs, les partis politiques grecs ne sont plus que de mauvais souvenirs. Des néostaliniens embourgeoisés de l'EDA aux partisans d'une monarchie autoritaire de l'ERE, le personnel politique grec vieilli, corrompu et inadapté au monde moderne, ne peut mener la résistance. Les politiciens de la droite et du centre se contentent d'espérer une intervention américaine en faveur de la monarchie totalement déconsidérée ; certains espèrent jouer le rôle de « l'opposition officielle » comme Averoff de l'ERE et Mavros du centre, ou comme Caramanlis et Markezinis être appelés par les militaires eux-mêmes à gouverner.

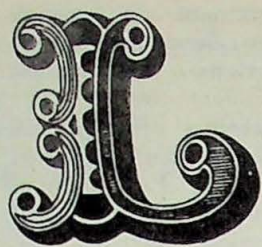
Une gauche à restructurer

La gauche très divisée avant le coup d'Etat a été décimée par les arrestations. Le P.C. grec, particulièrement sclérosé, qui est le seul à disposer d'une organisation, d'une part, ne peut guère développer un mouvement de résistance car les Grecs n'oublient pas les erreurs commises après la guerre et d'autre part, Moscou semble vouloir respecter la prépondérance américaine en Grèce.

L'absence d'une résistance généralisée en Grèce semble étonner les étrangers. Il faut cependant tenir compte du vide politique et idéologique décrit plus haut et de l'absence de forces sociales organisées en Grèce. Les syndicats et les partis grecs ont toujours eu une organisation très faible et il n'existe pas de tradition d'action en commun. Toute la vie politique était centrée sur des personnes et non sur des organisations ou des idées.

La résistance existe malgré tout et il faut rendre hommage aux Grecs courageux qui subissent des sévices inhumains et remplissent les prisons du régime. Cependant, la résistance généralisée ne peut être qu'une œuvre de longue haleine et intérieure. La résistance à l'étranger malgré la présence d'hommes comme Andreas Papandreou ne peut jouer qu'un rôle secondaire, surtout si l'on tient compte des disputes continues entre les différents groupes de Grecs à l'étranger.

Seule, la création d'une nouvelle gauche par des jeunes faisant table rase du passé et n'ayant pas de liens avec les partis et la monarchie peut inspirer la confiance et donner l'espoir nécessaires à une résistance. La création d'un tel mouvement nécessitera une longue lutte car le régime de colonels contrôle solidement le pays et ne se sent pas menacé par les gouvernements étrangers plutôt complaisants à son égard. Les « lendemains qui chantent » sont encore loin pour les Grecs... □



Le manifeste de Guy Mollet

Gilbert Hercet

Admirable petit bouquin ! On le lit vite, et pourtant tout y est. Guy Mollet croit aux « chances du socialisme » — entendez de la social-démocratie — et se charge de nous expliquer la doctrine et les principes directeurs (car il y en a...) de ce socialisme-là. Bien sûr, il ne se pense « chargé d'aucun message », et se contente, nous dit-il, de nous présenter « la pensée socialiste contemporaine »... (1).

Ton étonnant que le ton de ce livre : Mollet est perpétuellement sur la défensive. A chaque étape de sa démonstration, comme il sait bien ce qu'on va lui répondre, il commence par prévoir l'objection, pour ensuite avouer sa perplexité (en refusant toutefois à quelque titre que ce soit l'autocritique), ou, plus souvent, pour disqualifier à l'avance le contradicteur.

Le livre de Mollet devrait être le livre de chevet de tous les militants S.F.I.O. : tout ce qu'ils pensent y est clairement exprimé, dans un langage toujours accessible, et aussi ce à quoi ils pourraient ne pas avoir pensé, et qui pourtant justifie totalement tout ce qu'a pu faire la S.F.I.O. depuis sa création. A ce titre, il serait bon que beaucoup de militants P.S.U. aient également lu Guy Mollet : ils verront comment on peut théoriser non seulement les grands principes sociaux-démocrates, mais l'action du parti social-démocrate, alors même qu'elle paraît en contradiction avec ces principes. Exemple : la direction socialiste d'un gouvernement bourgeois et l'action de ce gouvernement en 1956-57.

Car, je le disais, on trouve tout dans le livre de Mollet : la définition du socialisme, et il faut voir le secrétaire général de la S.F.I.O. redécouvrir ce que signifie l'abolition du régime capitaliste ; la définition de la démocratie et il faut voir le député du Pas-de-Calais plaider pour le suffrage universel, la séparation des pouvoirs et le régime représentatif ; et bien sûr le fameux réformisme révolutionnaire, qui permet de se donner une bonne conscience socialiste tout en acceptant les petites trahisons quotidiennes. On retrouve aussi le

patriotisme — au fait est-ce bien la notion qui explique l'expédition de Suez ? — et l'internationalisme — ah ! non, ce doit être celle-là plutôt qui explique Suez... Au reste, ce patriotisme et cet internationalisme n'empêchent pas, nous explique Guy Mollet, que « les socialistes français ne retiennent pas comme solution pour notre pays, ni le pacifisme intégral, ni le désarmement unilatéral, ni le neutralisme ». Autrement dit, la doctrine ne s'oppose nullement à ce qu'un parti socialiste français soit atlantiste ou vaguement... pro-américain ?

Tout cela est dit dans un style empreint du plus profond humanisme, car « le socialisme est une doctrine qui tend à rassembler et veille à renouveler les conditions collectives de l'existence, de manière à permettre perpétuellement à l'homme de se comporter lui-même comme valeur, comme être. » Tout cela s'accompagne de références où l'on retrouve bien sûr Marx — il faut lire les pages où Mollet explique ce qu'il retient de Marx — et puis aussi pêle-mêle Voltaire, Durkheim, Kant, Jaurès, Blum et bien sûr Bracke. Aucune référence en revanche à ce qui s'est passé en mai 1968, sinon dans les cinq dernières pages, où il s'agit, vis-à-vis des jeunes du mouvement de mai de « regretter leur option et la dénoncer comme dangereuse pour le socialisme. » (sic).

Prévoyant à l'avance un certain type d'objections venant d'horizons socialistes, Mollet écrit dès la page 13 de ce livre décidément excellent, qu'il veut bien admettre n'avoir été que « le mauvais prêtre d'une excellente religion, le disciple défaillant d'une remarquable philosophie ». Puis-je le dire à Guy Mollet ? Après avoir lu son livre, je me sens plus convaincu que jamais que, certes le disciple n'est pas des plus brillants, mais que c'est bien du côté, comme il dit, de la religion, ou de la philosophie qu'il faut rechercher les racines du mal... □

(1) Les chances du socialisme par G. Mollet, A. Fayard, 1968, 138 p. 10 francs.

Entre révisionnistes

Nous avons rendu compte, il y a deux semaines, des circonstances difficiles dans lesquelles naissait la revue *Politique aujourd'hui*. Avant même de paraître, cette revue, animée par des communistes avec des représentants de différents courants du socialisme était attaquée dans l'*Humanité* par Jacques Chambaz. A la suite de la parution du numéro 1, le parti de Waldeck Rochet a franchi un degré dans l'escalade : c'est aujourd'hui le bureau politique du P.C.F. qui s'en prend à *Politique*. Les arguments avancés sont intéressants : 1) la revue dirigée par P. Noirot exprimerait « une ligne antisoviétique qui ne peut qu'affaiblir la nécessaire solidarité des partis communistes contre l'impérialisme » ; voilà pour avoir publié des

textes sur la Tchécoslovaquie : le lecteur appréciera... — 2) mieux encore : *Politique aujourd'hui* « propose en définitive (sic) une ligne révisionniste de droite ». On croit rêver : le Parti Communiste Français, en janvier 1969, ose dénoncer le révisionnisme de droite chez les autres ! Sans doute convient-il seulement de sourire devant cette accusation. Mais aussi de se demander si l'escalade continuera : il n'est pas évident en effet que le nouveau coup de semonce dissuadera beaucoup d'intellectuels communistes de collaborer à la nouvelle publication. Alors, va-t-on vers une vague d'exclusions ? Certains paraissent pourtant difficiles à « avaler ». Affaire à suivre...

G.H.

disques

A écouter

● J. S. Bach - La musique de chambre.

Ce coffret de cinq disques est un événement musical de première importance. Pour la première fois, ces œuvres quasi contemporaines pour violon, viole ou flûte avec clavecin se trouvent réunies. Rapprochement parfaitement logique auquel personne n'avait jamais songé. Il permet de faire justice des affirmations condescendantes de certains critiques modernes qui considèrent ces sonates comme secondaires. Elles apparaissent au contraire comme éminemment représentatives du génie de Bach dont elles expriment le pathétisme serein proche des plus hauts moments des Passions tout en nous introduisant dans l'intimité de l'homme qui venait de perdre sa première femme.

Par souci d'authenticité, l'éditeur a écarté un ou deux morceaux célèbres, mais de paternité douteuse, au profit de la première version de la sixième sonate, premier enregistrement mondial et révélation du coffret.

Parmi les interprètes qui s'identifient tous à cette musique avec une merveilleuse probité, signalons Jean Lamy à la viole de gambe et surtout le violoniste Georg Friedrich Hendel dont la sobre éloquence et l'émouvante pudeur donne des sonates pour violon la version la plus fidèle et la plus vibrante qui soit.

(Valois 5 x 30 cm — 130,00 F jusqu'au 31 janvier — Disques disponibles séparément.)

● Al. Roussel, Franck Martin, Paul Hindemith et Carl Nielsen.

Pour la première fois, l'ensemble J. Musici qui fait merveille dans la musique

baroque italienne, met sa grande cohésion et son extraordinaire sonorité au service au 20^e siècle. Deux œuvres dominent ce disque : les études de Franck Martin d'une belle habileté non dépourvue de sentiment et l'admirable Sinfonietta d'Albert Roussel dont l'ensemble italien rend à la fois la richesse harmonique et la robustesse rythmique. Quant aux œuvres d'Hindemith et de Carl Nielsen, elles n'auraient rien d'impérissable sans le grand talent des interprètes.

(Philips 1x30 cm).

Vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

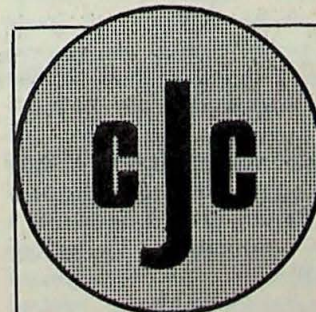
Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER.

Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements.

→ Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairs ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion.

Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.

→ « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.



Le CLUB JEUNESSE et CULTURE vous invite au

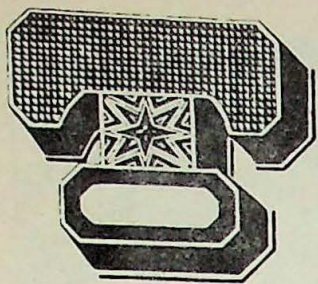
SKI - DÉBAT EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Prochains séjours | 16 février 23 février
495 F
comprenant | 2 mars - 9 mars

— Voyage par avion Orly - Orly
— Tour de ville à Prague
— Transfert aux Monts Métallifères

— Pension complète en chambre à deux lits
— Location et cours de ski, remontées mécaniques
— Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17^e) - Tél. : 380-73-38
(Pas de restriction après la nouvelle législation sur les changes)
Se recommander de « Tribune Socialiste »



L'ouverture du Théâtre de la Ville

Dominique Nores

D'abord, refuser cette opinion étrangement réactionnaire : le vieux Théâtre Sarah-Bernhardt, qui a rendu de nombreux services à l'art dramatique, aurait mieux fait de rester dans l'état où il était plutôt que de grever le budget de la Ville de Paris, qui trouve dans la manifestation de ses théâtres privés assez d'occasions d'affirmer son prestige. C'est, à mon étonnement, l'opinion, dans « Le Monde », de Bertrand Poirot-Delpech, à qui l'envie me vient de raconter cette histoire : un mien ami, qui avait payé sa place pour voir la pièce de Peter Weiss, *Marat-Sade*, de la soirée ne put apercevoir Marat. C'était évidemment sa faute. Il aurait dû s'asseoir à l'orchestre.

Ce que propose la nouvelle salle construite après démolition de l'ancienne, c'est un millier de places d'où, pour 13 F, ou moins (2), on voit le plateau dans son entier. Un théâtre « populaire », non pas par l'intention, mais en réalité (3) se trouve de ce fait offert aux Parisiens. Restent à se poser les deux questions essentielles : devons-nous considérer cette nouvelle salle comme un bon instrument, et, si oui, un bon instrument pour quoi faire ?

Un théâtre à l'antique

Vue de haut, d'une des passerelles latérales par exemple, la beauté de la salle s'impose. Une coulée de béton tapissée de velours et de moquette glisse d'un seul mouvement vers la scène — la scène qui paraît ainsi enfoncée. On pense aux théâtres antiques, à l'orchestra au pied des gradins. On pense aussi à la nouvelle disposition de la cour du Palais des Papes, à Avignon, où l'abaissement de la scène au niveau du sol a permis le mouvement presque continu vers elle d'un immense amphithéâtre surajouté. Et si la comparaison joue à plein en faveur du Théâtre de la Ville, qui jouit d'une conception d'ensemble et a su créer une très remarquable unité scène-salle, il n'en est pas moins vrai que qualités et défauts du lieu scénique sont les mêmes. Le plateau en contre-bas détruit ce que le premier dispositif d'Avignon avait révélé : le geste de l'acteur, mais surtout l'estimation de sa stature exacte con-

frontant aux lucarnes, ce qui faisait de son corps, exalté dans sa présence par le plein feu des projecteurs, la mesure exacte de toutes choses. Rapetissé par une vue d'en-haut, l'acteur n'est plus que l'unité d'un ensemble, dont le mouvement devient, par contre, d'une clarté saisissante. On l'a remarqué à Avignon, ancien grand lieu de théâtre devenu la scène de prédilection des ballets. On le remarque aujourd'hui avec le premier spectacle du Théâtre de la Ville.

Spectacle prématuré, présenté avant celui qui devait « ouvrir » la salle, parce que l'équipement du plateau à commandes électroniques savait mal encore discipliner ses caprices — on a parlé de la sensibilité des blocs qui composent le plancher de scène au passage du métro. Les *Six Personnages en quête d'auteur*, qui paraissaient devoir s'accommoder du plateau nu, ont mal supporté le jeu en contre-bas. La mobilité d'esprit de Pirandello, qui ne met en présence réalité et inventions de l'imaginaire que pour les faire s'entre-détruire et appesantir doute et angoisse, n'a pas joué à remonte-pente. La mise en scène de Jean Mercure, étonnamment lisible, a seulement imposé sa science des groupes. C'est à Jorge Lavelli, qui monte *Beaucoup de bruit pour rien*, de Shakespeare, que nous devons la révélation de ce que la nouvelle salle apporte à l'invention théâtrale.

Pouvoirs de l'électronique

Un théâtre à l'antique, réduit à ses gradins et à son *orchestra*, n'est qu'un théâtre tronqué. Deux éléments lui manquent. La *skênè* grecque, scène en hauteur sur laquelle l'acteur monté sur des cothurnes essaie de ne rien perdre de sa taille, et, derrière elle, à l'époque romaine, le mur du fond qui, comme à Orange, réfléchit la voix vers l'assistance. Au Théâtre de la Ville, ce dernier élément a été négligé. Les voix qui partent vers le fond y restent, d'où la nécessité, comme au T.N.P., de faire des mises en scène de face, où l'acteur lance son texte à bout portant. Par contre, ce que la machinerie à commandes électroniques permet, c'est

le modelage constant et instantané du plateau, formé d'une cinquantaine de cubes qui peuvent s'élever de près de deux mètres. Jorge Lavelli et Raffaelli, le décorateur, très conscient de la nécessité d'occuper l'espace scénique en hauteur, font de ces cubes mobiles des tables d'apparat, les hautes stalles d'une église, l'estrade juchée en l'air des musiciens ; sans négliger les possibilités que donne derrière le plateau l'étagement des passerelles. Là sont les chambres du château où, devant de grands miroirs, des femmes en chemise, tous cheveux déployés, se préparent pour la fête.

A la rencontre de Shakespeare

Nul doute que cette atmosphère de fête, dans laquelle baigne *Beaucoup de bruit pour rien*, ait séduit Jorge Lavelli. La fête des hommes, la guerre, d'entrée de jeu est terminée ; mais restent les fêtes mineures, le tir à l'arc et le jeu de quilles, le bal masqué et la conquête des filles de famille. Ce qui se cache sous la fête, c'est évidemment l'intérêt. Les Espagnols qui, aidés de tout ce que l'Italie divisée compte d'ambitieux, se sont imposés

de force à la Sicile, ressemblent à ces seigneurs anglais contemporains de Shakespeare qui, devenus des bêtes de proie, écumaient les mers au grand profit d'Elizabeth avant de s'établir dans les ports en épousant les filles des gouverneurs. **Beaucoup de bruit pour rien**, c'est une histoire d'occupation et de pédérastie : qu'importe la fille, si elle donne plaisir et richesse ? Le véritable amour, ce n'est pas celui qui lie Claudio à Hero sa fiancée, mais celui qui l'attache au Prince Don Pedro, son chef de guerre, et Don Pedro à lui. Héro, simple objet de plaisir, ne les sépare pas, puisque c'est Don Pedro qui l'obtient pour Claudio, Don Pedro qui, la croyant indigne, en même temps que Claudio, la refuse.

L'argument est-il trop grave pour être celui d'une comédie ? Jorge Lavelli a su le faire voir comme le jeu cruel d'une société qui ne vit que pour son égoïsme et sa vanité. Pour cela, il a mis en œuvre les deux dons qui font de lui l'un des plus grands metteurs en scène de notre temps : celui d'inventer incessamment des images scéniques capables d'émouvoir tout l'espace et de le rendre signifiant, et le don de

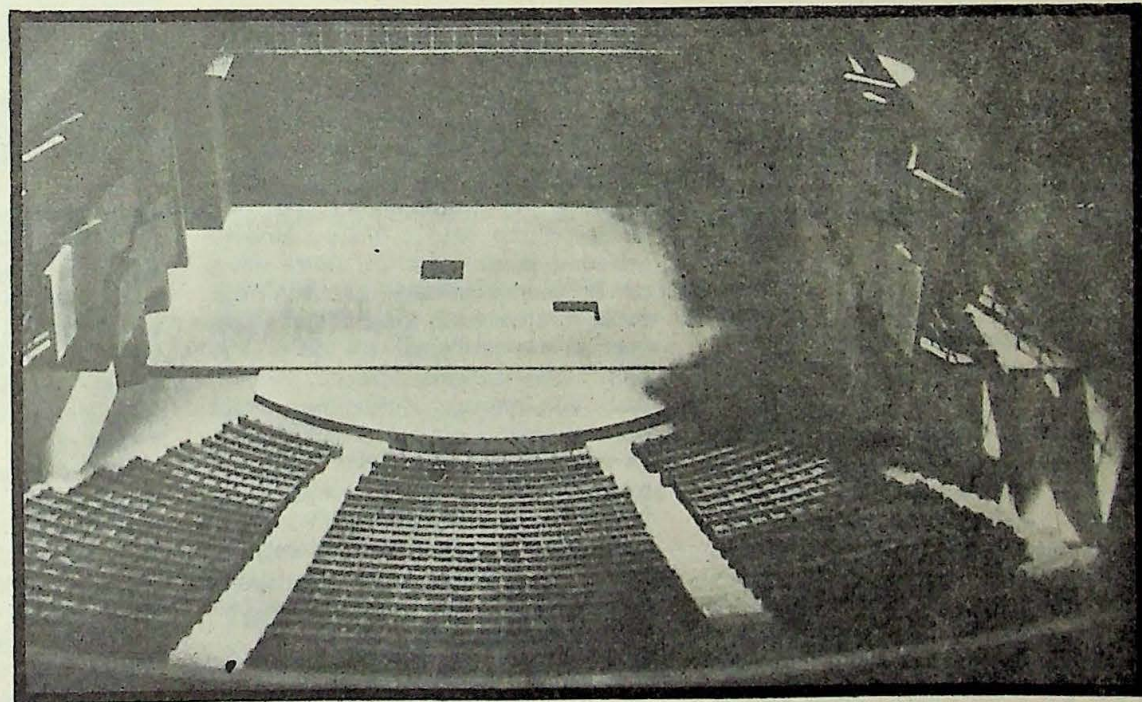
diriger les acteurs. Nous avons déjà apprécié ailleurs Maurice Teynac, Danielle Lebrun, José-Maria Flotats, Jean Brassat, Jean-François Rémi, Maurice Chevit : leur a-t-on vu souvent tant de finesse, de retenue dans l'émotion, tant de plaisir à jouer ? Je mets à part Michel Auclair, excellent ici comme il l'était dans son travail avec Planchon, et Christine Delaroche que je vois, je crois, pour la première fois : elle est belle et sait rendre attachant le rôle d'Héro.

Ainsi, la preuve n'est plus à faire. Le Théâtre de la Ville, difficile à utiliser, est un instrument de valeur pour les animateurs, peut-être nombreux, qui sauront en faire usage. Il faut espérer que Jean Mercure les trouvera, et, leur ouvrant ses portes, fera de la salle qu'il dirige un grand lieu de création théâtrale.

(1) Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet. Location et renseignement généraux : 887-37-39. Administration et renseignements collectifs : 887-54-42.

(2) Les abonnés et les collectivités bénéficient de tarifs réduits.

(3) Au placement sans pourboire, vestiaire et notice sur la pièce, gratuits (la notice portant l'indication des acteurs et du rôle qu'ils jouent dispense du programme), s'ajoute la commodité d'un restaurant et d'un bar sans but lucratif.



A lire

NOTRE SOCIÉTÉ

● *Albert Lanza* : « Les projets de réforme administrative en France ». P.U.F., 185 pages, 18 F.

Un exposé juridique qui éclaire opportunément les actuels projets de réforme régionale.

● *Pierre de Lannurien* : « Cent ans de retard ». Denoël, 245 pages, 16,50 F.

On a coutume de considérer la France comme une forte nation d'entreprises capitalistes. Ce livre montre pourtant qu'il y existe une infanterie de petites et moyennes entreprises qui ne sont pas pour rien dans le retard économique et social du pays.

● *Jean-Luc Bodiguel* : « La réduction du temps de travail, enjeu de la lutte sociale ». Les Éditions Ouvrières, 317 pages, 26 F.

Une analyse complète du problème avec une particulière attention au cas de la Régie Renault.

● *Marshall MacLuhan* : « Pour comprendre les médias ». Mame-Seuil, 390 pages.

Percutant, farfelu à l'occasion, stimulant au total. Sur un thème capital le point de vue du célèbre spécialiste canadien.

● *Les Cahiers du Centre d'Études Socialistes* : « Univers concentrationnaire ou urbanisme socialiste » Cahier numéros 74-75, 3 F.

Un débat entre A. Haumont, M. Ragon et I. Schein sous la conduite de notre camarade Louis Houdeville.

● *André Barjonet* : « La C.G.T. » Le Seuil, collection Politique, 186 pages, 4,50 F.

Une histoire qui s'imposait, par notre camarade. Un livre qui fera couler de l'encre.

● *Philippe Madral* : « Le théâtre hors les murs ». Le Seuil, collection Théâtre, 254 pages, 6 F.

Le critique de « L'Humanité » in-

terroge les animateurs de la région parisienne. « T.S. » reviendra sur une enquête qui vient à point nommé tracer un bilan de la « culture décentralisée ». Mais pourquoi faut-il que Madral éprouve le besoin de n'interroger que des responsables municipaux communistes alors que par exemple c'est un membre du P.S.U. qui s'occupe des questions culturelles au sein de la municipalité de Sartrouville ? etc.

● *Alexandre Soljenitsyne* : « Les droits de l'écrivain ». Le Seuil, collection Combats, 91 pages, 7,50 F.

Un document irremplaçable pour saisir la lutte des intellectuels soviétiques contre la bureaucratie. Ici le témoignage de l'un des plus grands et des plus courageux. A lire absolument.

N.B. — Nous rappelons à nos lecteurs que la chronique « A lire » ne fait que mentionner des parutions au fil de l'actualité. Les ouvrages qui retiennent notre attention font ensuite l'objet d'une critique plus détaillée.



Deux heures avec Jean-Luc Godard

Propos recueillis par Jean-Paul Fargier et Bernard Sizaire

Les films de mai partent d'un autre point de vue que les films commerciaux. Ils font partie du travail politique d'un individu. Ils ne sont pas vus comme un spectacle et ils ne peuvent donc pas être jugés comme tel. Bien qu'ils doivent être le mieux possible; mais ce mieux possible est encore inconnu, il se dégagera peu à peu. Il y avait un travail d'information à faire : montrer des images et des paroles qui n'étaient pas montrées. Le faire fait partie du travail de résistance à l'information gaulliste.

Mais c'est difficile de faire des films, neuf ou six mois après Mai. Et pour l'instant on n'a fait que des films sur Mai. Ils sont intéressants de la même manière que, dix ans après, un film sur Castro dans la Sierra Maestra.

Le cinéma politique à la portée de tous

Les ciné-tracts, c'est une idée de Chris Marker. Le magnétoscope et tous ces petits films, c'était un moyen simple et peu cher de faire du cinéma politique, pour une section d'entreprise ou un comité d'action, puisque la bobine coûte 50 F tout compris. Et surtout l'intérêt est moins la diffusion que la fabrication. Ça a un intérêt local de travailler ensemble et de discuter. Ça fait progresser. Et puis la diffusion peut se faire dans les appartements, les réunions. On peut les échanger avec d'autres films de comités d'action voisins. Ça permet de repenser à un niveau très simple et très concret le cinéma. Cette fabrication peut faire comprendre aux gens qui font du cinéma qu'il faut travailler avec les gens qui n'en font pas, et comme la fabrication est extrêmement simple, les gens qui n'en font pas comprennent que les problèmes de cinéma sont simples en fait et qu'ils ne sont compliqués que parce que la situation politique les complique. Les films doivent être faits par des groupes sur une idée politique. Car de la même manière que les cours, on les réécrit avec les lycéens, de la même manière, je crois qu'il faut faire les films avec ceux qui les voient.

Il faut réapprendre le langage, savoir quel est ce langage qui a été bâillonné, brimé. Par exemple, des images de gens au travail, on n'en trouve pas. Si on veut trouver des journaux où il y ait des photos de gens dans des usines, dans des bureaux, dans des champs, il n'y a que « Granma » ou les journaux chinois. Même les russes en montre beaucoup moins, et quand ils en montrent c'est toujours stéréotypé; une scène dans une usine russe c'est comme chez nous dans une agence de publicité.

En France, si vous cherchez pour illustrer un article un ouvrier qui travaille à la chaîne, vous ne la trouvez pas, alors que vous trouvez dix mille images de Killy au volant d'une Matra. Mais l'ouvrier qui est à la chaîne chez Matra vous ne le verrez jamais. Le fait déjà qu'on n'ait pas le droit d'avoir des images de son travail, qu'il faut des autorisations pour tourner dans son usine, indique bien l'état de répression policière qui s'exerce sur les images. Si on veut par exemple filmer une image de l'E.D.F., il faut demander des autorisations et si n'importe qui se présente pour filmer dans une usine, s'il ne se fait pas vider par le patron, il se fera vider par la C.G.T.

Regardez aux informations de la télé ce que c'est que la vie française. Quand vous voyez le conseil des ministres, vous ne voyez pas les ministres qui parlent, qui discutent, vous voyez des gens qui sortent de voitures et qui serrent des mains.

Un peintre me disait que l'Art populaire, ce n'est pas ce qui est au Louvre, ni même le parc, ce sont les peintres du dimanche. Il faut partir de ces peintres du dimanche qui font de la mauvaise peinture populaire, mais c'est de là qu'il faut repartir. C'est un travail politique. Il faut partir des milliers de cellules de cinéastes amateurs, les lier aux comités d'action.

Aujourd'hui, on a une chance de pouvoir faire des images plus facilement et moins chères qu'avant, car pour gagner encore plus d'argent le capitalisme a eu besoin d'inventer le cinéma amateur, les



professionnels ne rapportant plus assez d'argent. Mais ils hésitent, car ils se rendent compte que si par exemple on fabrique une toute petite caméra le type qui est à la chaîne peut faire, comme ça, un plan et le montrer chez lui le soir. Alors, ça les embête. La preuve, c'est qu'ils n'ont pas droit au noir et blanc, le 8 mm n'est qu'en couleur ; parce que, qui dit noir et blanc, dit plus sensible, et donc pouvoir de tourner chez soi. Alors que tout ce qu'ils peuvent filmer avec la couleur, c'est quand ils sont au bord de la mer et qu'il fait soleil. Mais les professionnels, eux, qui sont de connivence avec l'Etat, qui sont surveillés par l'Etat, ils ont le droit d'aller dans les métros munis de bonnes autorisations... Et les minicassettes, ça pourrait coûter pas cher, et c'est vendu 20.000 F et 46.000 si c'est enregistreur. Alors pour quelqu'un qui gagne 80.000 par mois, c'est difficile. Et là le révisionnisme et l'impérialisme sont d'accord pour empêcher que l'information soit faite à la base.

La caméra jouet

Le capitalisme impose l'idée de caméra-jouet. Alors, quand le délégué syndical est en vacances sur la Méditerranée, il n'essaie pas de faire quelque chose qui analyse le fonctionnement du Club Méditerranée par exemple. Ce qui d'ailleurs peut être fait en se baignant, en dansant, en s'amusant. Mais non, il subit l'idéologie dominante qui s'exerce sur lui. Pourtant c'est de ce cinéma amateur que les cinéastes révolutionnaires doivent partir, en le déviant. Mais le scientifique du cinéma doit rester modeste, n'être pas théorique, agressif. Ils doivent travailler ensemble.

Le plus difficile pour un ouvrier, c'est de parler. Ce n'est pas qu'il

ne sait pas parler, mais parce qu'on lui interdit de parler pendant huit heures par jour. Dans son usine il n'a pas le droit de parler, de chanter. Alors, forcément quand un type n'a pas vu la lumière pendant des heures, il cligne des yeux en voyant la lumière. C'est pourtant avec des gens comme ceux-là qu'il faut faire du cinéma. Parce que la parole emprisonnée est tout aussi importante que les autres.

C'est simple pour les cinéastes, sauf qu'ils ne veulent pas, et qu'ils n'ont pas d'idées. Et puis, ils croient qu'il suffit de s'engager politiquement en dehors du cinéma. Ce qui me sidère de la part des cinéastes, c'est que faisant toujours la même chose, n'ayant plus d'idées, comment ils ne comprennent pas, même non politiquement, même artistiquement puisqu'ils séparent ces deux choses, comment ils ne se rendent pas compte qu'il y a tout un monde du langage qui est en dehors d'eux, et qu'ils fonctionnent toujours à travers le même langage, qu'ils ne font qu'améliorer, rafistoler. Demy fait un film meilleur que De Funès. Mais il n'est pas très différent. Il est de meilleur goût. Mais finalement, un meilleur film serait fait en prenant un film de De Funès et en refaisant les dialogues, comme les situationnistes refont les bulles des bandes dessinées. Chaque fois que je vais dans un pays du tiers monde, c'est ce que leur dis : ne refusez pas les films qui ne vous plaisent pas, refaites-les ; c'est tellement simple une image ; un film n'est rien du tout ; il est ce que vous en faites.

Système et révolution

Il n'y a jamais eu de film révolutionnaire dans le Système. Il ne peut y en avoir. Il faut s'installer

en marge, en essayant de profiter des contradictions du Système pour survivre hors du Système. On peut aussi profiter du Système en essayant de le radicaliser s'il est réformiste, comme un étudiant d'un C.A. peut discuter avec un étudiant réformiste pour le radicaliser. Dans le spectacle, le réformisme ou Edgar Faure, c'est Demy. Et puis il y a les films C.D.R. De Funès et compagnie.

« **Le Gai Savoir** » (1) est un film réformiste, mais qui contient des leçons révolutionnaires, des méthodes, des idées que les gens n'avaient pas. Ça correspond dans les arts à « comment avec un vélo transporter beaucoup de riz » ; alors qu'avec un vélo Anquetil ne saurait pas transporter trois sacs de riz, n'importe quel Vietnamien peut porter dix sacs. C'était ça le Gai Savoir. Après mai, je me suis aperçu qu'au lieu de contester radicalement les structures cartésiennes, il obéissait à la plupart. Il était universitaire. C'était du Tournaisien ou du Lefèbvre. Mais il y avait des idées qui pouvaient être utilisées par les révolutionnaires. Alors que « **Un film comme les autres** » est peut-être plus révolutionnaire, mais il n'a pas été pensé juste, il a été pensé tout seul. Alors il n'a que des applications réformistes. C'est un film sur la parole. Il fallait montrer cette parole qui est souvent prisonnière entre étudiants et ouvriers quand ils sont ensemble, et qui a été libérée ; et des tas d'autres paroles. Il y avait aussi une tentative, par le commentaire de réécrire avec les phrases des autres, depuis Lénine jusqu'à la Commune, un commentaire de la situation de mai.

La Chinoise ? Je ne vois pas l'intérêt d'avoir été prophétique. La Chinoise, c'était un film réformiste. Il montre mes défauts. Il prouve que je n'ai pas su m'allier avec les gens qu'il fallait et que j'ai préféré travailler seul en poète, en disant : ils ne comprennent pas, mais faisons-le quand même. Et puis, il montre aussi leurs défauts puisqu'ils voyaient un certain spectacle sur l'écran, comme si ce qu'il y a sur l'écran représente la vie. La Chinoise, c'était une recherche en laboratoire sur ce que des gens faisaient en pratique. J'ai eu tort de faire uniquement une recherche en laboratoire.

Faire un film fait partie d'une certaine lutte. Et si l'on dit que l'on s'allie à cette lutte il faut bien voir où l'on est et si l'on est capable d'y aider.

Se lier aux opprimés

Pour filmer d'une manière politiquement juste il faut se lier aux gens dont on pense qu'ils sont politiquement justes. C'est-à-dire ceux qui sont opprimés, qui subissent la répression et qui combat-

tent cette répression. Et se mettre à leur service. Apprendre en même temps que leur apprendre. Abandonner de faire des films. Abandonner la notion d'auteur, telle qu'elle était. C'est là qu'on voit la trahison, le révisionnisme intégral. La notion d'auteur est une notion complètement réactionnaire. Elle ne l'était peut-être pas à des moments où il y avait un certain progressisme des auteurs par rapport à des patrons féodaux. Mais à partir du moment où l'écrivain ou le cinéaste dit : moi je veux être le patron parce que je suis le poète et que je sais, alors là c'est complètement réactionnaire. Dans le Paradis socialiste celui qui voudra être cinéaste ne le sera pas forcément. Il le sera si c'est bon pour tous. Moi, ça ne me ferait rien...

Les auteurs et les autres

Le vrai problème posé par l'interdiction de la pièce de Gatti, c'est que justement, comme à Avignon, les problèmes culturels ne sont pas intéressants si les gens s'enferment dans leur culture. La seule chose à faire en faveur de Gatti c'était de faire une grève active, d'arrêter les spectacles. Mais ni Sartre, ni Marguerite Duras ne l'ont fait. Il n'y ont même pas pensé que c'était le seul moyen de faire quelque chose. Arrêter la pièce et tous les soirs faire un meeting. Et puisque les ouvriers disaient qu'ils ne voulaient pas faire la grève parce qu'on ne les consultait jamais quand on choisit la pièce, alors on aurait dit à Wilson : pourquoi vous ne les consultez jamais ? Et le mois suivant, c'est Wilson qui tient la rampe et qui fait tous les trucs et ce sont les ouvriers du T.N.P. qui choisissent la pièce et qui la montent. Et c'est Terzieff qui fait la secrétaire. On essaie comme ça. Alors les machinistes voient que ce n'est pas si facile de choisir les pièces et de les monter, et etc. On avance comme ça. Si on veut le faire c'est possible. Ils ne seraient pas chassés. Ils ont des statuts. Wilson risque moins en faisant ça qu'un ouvrier de Citroën qui débraye. Mais ils ne veulent pas changer leur manière, leurs méthodes de vie. Ils préfèrent aller supplier un patron de leur donner de l'argent pour faire leur chef-d'œuvre. Ils réagissent en fonctionnaires. Ils ont les drames des fonctionnaires. Ils réagissent en « auteurs » : moi je possède mon langage à moi tout seul, je vais l'étudier tout seul, je n'ai pas besoin d'écouter le voisin. Eh bien moi, après dix ans de cinéma, je me suis aperçu que si je n'avais pas de voisin, je ne pouvais plus rien dire !

Alors, il y a comme ça quelques cinéastes aux États Généraux qui veulent vraiment tout changer. Qu'ils soient bons ou mauvais peu importe. Ce qui compte c'est qu'ils essaient de faire quelque chose. Et il faut essayer que cela tourne et pas à vide.

La science n'est pas neutre. Le cinéma non plus. Les travaux sont un instant de la production. Une

voiture est un moment de la chaîne. Un film est un moment de la chaîne intellectuelle. Délivrons-nous de ces chaînes et emparons-nous de la production pour faire que ces moments deviennent un instant de la production dont on se sera emparée.

Le cinéma employé d'une manière scientifique peut être une arme. Mais il n'y a pas que le cinéma. Il y a la télévision et encore beaucoup de choses. Il y a des procédés de télévision amateur qui commencent à se développer comme le magnétoscope. Il y a le cinéma amateur et les brimés du cinéma professionnel qui essaient de reprendre à leur compte le cinéma amateur. Donc il y a beaucoup de choses et à plusieurs stades.

Si dans une cellule d'entreprise par exemple ils avaient un magnétoscope, le délégué syndical quand il va discuter avec le patron il pourrait se filmer, et le soir les gens peuvent voir la discussion qu'il a eu avec le patron. Mais il y en a pas beaucoup qui accepteraient. Séguy, quand il va discuter avec Schuman il ne veut pas qu'on le filme parce qu'il ne veut pas que le travailleur émigré puisse savoir ce qu'il a dit à Schuman. Par le magnétoscope, les gens peuvent faire une vraie information à la base.

Il n'y a pas beaucoup de vraie gauche en Europe. La vraie gau-

che, c'est tous les gens opprimés : le S.D.S. en Allemagne, les groupuscules ici. Les autres ce sont des « auteurs ». Même les P.S.U. ils ont une notion d'auteur de la gauche. Dès qu'il y a contestation dans les lycées, sur dix profs P.S.U. il n'y en a qu'un qui est vraiment avec les lycéens. Ils ont tous cette notion d'auteur. Ils ne veulent pas essayer de travailler à faire des cours avec quelqu'un. Ils pensent que sur les cours à donner il n'y a pas à travailler avec les autres, qu'ils savent tout. La vraie gauche, c'est celle qui essaie de ne plus être « auteur ».

Le lieu commun est le mal le plus répandu, c'est une structure bourgeoise. C'est important de méditer dessus pour arriver à le dépasser. Je me suis aperçu par exemple que tous les discours, aussi bien ceux de Pompidou que ceux des M.L. commencent par « il est évident que ». Castro a raison, les vérités évidentes, ça commence à faire chier, c'est de la philosophie bourgeoise.

Pour expliquer le maniement d'un fusil, on peut faire un poème ou un tract. Mais c'est souvent plus efficace de faire un tract. »

(1) **Le gai savoir**. C'est le film que Godard a réalisé pour la télévision française en hiver 68. Il essaie de définir une pédagogie pour une nouvelle culture.

Semaine de Tribune

La semaine de cinéma politique organisée par Tribune Socialiste aura lieu au cinéma national populaire STUDIO 43, rue du Fg-Montmartre (Paris 9^e) du 29 janvier au 4 février.

MERCREDI 29 JANVIER

20 h et 22 h : ONE PLUS ONE de J.-L. Godard, en version originale non sous-titrée.

JEUDI 30 JANVIER

21 h : L'HOMME N'EST PAS UN OISEAU de Makavejev (Yougoslavie), suivi d'un débat.

VENDREDI 31 JANVIER

20 h : L'AUTHENTIQUE PROCES DE CARL-EMMANUEL JUNG de Marcel Hanoun.

22 h : L'ETE de Marcel Hanoun

SAMEDI 1^{er} FEVRIER

de 14 à 24 h permanent, en alternance : DU COURAGE POUR CHAQUE JOUR de Schorn - O DESAFIO (Le Défi) de Saraceni (Brésil).

DIMANCHE 2 FEVRIER

de 14 h à 24 h permanent : TERRES EN TRANSES de Glauber Rocha (Brésil).

LUNDI 3 FEVRIER

20 h : IN THE COUNTRY (Loin de la ville), de Robert Kramer (U.S.A.)

22 h : THE TROUBLEMAKERS (Les Agitateurs) de Frutcher et Machever (U.S.A.).

MARDI 4 FEVRIER

20 h : POUR LA SUITE DU MONDE de Brault et Perrault (Canada-Québec).

22 h : LE REGNE DU JOUR, de Pierre Perrault (Canada-Québec).

La Semaine de Tribune Socialiste inaugure la nouvelle formule du C.N.P. Il fonctionne désormais en non-commercial du lundi au mercredi. Pour y entrer il faut donc faire partie des Amis du Studio 43. Il faut pour cela acheter soit une carte à 5 F valable 15 jours, soit une carte à 20 F valable un an. L'entrée est gratuite pendant toute la durée de validité de la carte qui est strictement personnelle. Il est recommandé de louer par téléphone. PRO. 63-40.

Le dimanche, système commercial, entrée 4,20 F.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.

L'Astragale

Cuba si a 10 ans

Jean-Marie Vincent

Voilà plus de dix ans, l'armée rebelle de Fidel Castro, faisait une entrée triomphale à La Havane, après avoir détruit l'instrument répressif de l'oligarchie. Ainsi commençait pour la première fois en Amérique un processus de construction du socialisme et cela sous la direction d'hommes qui n'étaient pas passés par l'école débiliteuse du stalinisme et ne cherchaient pas à appliquer dans leur pays les schémas venus de l'U.R.S.S. post-stalinienne.

Dix ans après cet événement, on peut tenter un premier bilan. Il est à bien des égards impressionnant. La petite équipe fidéliste, assurée de l'appui massif du peuple cubain, a défié la première puissance impérialiste du monde en faisant retentir de nouveau l'appel révolutionnaire et internationaliste dans cette partie du monde. Les deux déclarations de la Havane, véritable charte de la lutte socialiste contre l'impérialisme nord-américain et les bourgeoisies d'Amérique Latine, ont fait justice des thèses communistes « orthodoxes » sur la nécessité des alliances avec les faibles courants réformateurs bourgeois. La Tricontinentale, puis l'O.L.A.S. ont tenté d'unifier des luttes trop souvent cloisonnées nationalement tout en montrant qu'il ne fallait pas avoir peur d'affronter l'adversaire l'arme à la main. En même temps la fierté, le courage avec lesquels les dirigeants cubains ont affronté leurs difficultés sur l'arène internationale ont redonné à des milliers d'hommes le goût de la lutte pour le socialisme.

Sur le plan intérieur, la révolution cubaine a réalisé une des réformes agraires les plus avancées du monde (pas de recours au morcellement des terres), elle a donné des logements décentes à la quasi-totalité de la paysannerie, elle a remporté la bataille de l'alphabétisation, amorcé l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage. En même temps il faut porter à son crédit d'avoir refusé les grandes épurations de type stalinien, d'avoir accordé aux écrivains, aux artistes de très grandes libertés dans le domaine de l'expression et de ne pas avoir recouru dans le domaine de l'élaboration théorique au dogmatisme des faiseurs de manuels à la soviétique. La révolution a su rester largement exempte de cette hypocrisie qu'on trouve si facilement chez les dirigeants d'Europe de l'Est.

Pourtant il serait contraire à la vérité d'affirmer que le tableau est sans ombres. L'isolement et le blocus de l'île révolutionnaire ont sus-

cité des difficultés que les dirigeants fidélistes n'ont pas toujours surmonté avec bonheur. L'action des commandos contre-révolutionnaires, le sabotage d'une grande partie des cadres qualifiés, etc., ont entraîné une limitation de la démocratie au sein du camp révolutionnaire par une réaction de méfiance compréhensible mais pas toujours justifiée. Même les condamnations contre les défenseurs de la tradition stalinienne ont été parfois portées dans un esprit et avec des méthodes discutables (procès de la micro-fraction). On ne peut se départir de l'impression que Fidel Castro et ses amis, environnés d'ennemis déclarés ou cachés, n'ont vu de garantie pour la survie de la révolution que dans la cohésion et l'intangibilité du noyau fidéliste originnaire. Le parti communiste cubain se bâtit principalement par le haut et par cooptations successives, malgré certains processus d'élections à la base (les ouvriers d'élite). L'administration locale s'est consolidée et s'est démocratisée, mais le grand organisateur de la vie économique et sociale reste un pouvoir central hypercentralisé et jouant beaucoup sur l'action de l'armée rebelle.

Aux niveaux intermédiaires l'appareil d'Etat apparaît lourd et sans ressort, prompt à se réfugier dans l'irresponsabilité bureaucratique. On ne peut, certes, nier que les dirigeants cubains, et en premier lieu Fidel Castro lui-même, développent auprès des masses une extraordinaire campagne d'explications des objectifs poursuivis, des difficultés rencontrées, des obstacles à surmonter, mais la communion entre dirigeants et dirigés qui se réalise dans les immenses assemblées de masse caractéristiques de la révolution cubaine ne remplace pas l'exercice par les travailleurs de responsabilités de plus en plus grandes au niveau de l'entreprise ou de l'Etat.

Cette concentration de la vie politique s'est naturellement accompagnée d'une centralisation économique très poussée. Les entreprises cubaines n'ont en principe pas d'autonomie financière et sont soumises même dans leur marche courante à un contrôle étroit des ministères. Il est vrai qu'avec la concentration héritée de l'ancien régime et les dimensions de l'île, les critères européens peuvent difficilement s'appliquer en l'occurrence. Il reste qu'on peut s'inquiéter d'un certain dogmatisme en ce domaine. En particulier, la lutte contre les ressorts égoïstes de la participation à la vie économique, c'est-à-dire la volonté de voir disparaître les stimulants matériels,

prend des formes volontaristes, voire coercitives qui peuvent inquiéter, voire préparer des lendemains difficiles (on ne crée pas un homme nouveau en quelques années). Déjà ce moralisme a conduit les dirigeants cubains à voir dans l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie la preuve d'un début de redressement de la politique soviétique dans un sens révolutionnaire (contre les stimulants matériels, contre l'économie de marché), on peut se demander à présent s'il ne les mènera pas sur le plan intérieur à commettre des erreurs lourdes de conséquences en découvrant trop facilement des déviations par rapport à un objectif trop rigide poursuivi.

Sur le plan international la révolution cubaine doit faire face par ailleurs aux conséquences très négatives des défaites subies par les guérilleros d'Amérique Latine (Pérou, Bolivie). La théorisation trop rapide sur le « foco » (foyer insurrectionnel) devant suppléer peu à peu à l'absence de mobilisation révolutionnaire est pour une part responsable de ces échecs (le plus grave étant celui qui a entraîné la mort de Che Guevara), mais il est certain que l'isolement actuel de Cuba repose aussi et surtout sur les décennies d'erreurs et de fautes beaucoup plus graves commises par les partis communistes latino-américains. Dans l'immédiat rien ne permet d'escompter des succès rapides dans l'affrontement avec l'impérialisme nord-américain, même si les guerillas de Colombie, du Guatemala, du Venezuela restent très actives. En fait la survie de la révolution cubaine est aussi menacée qu'au premier jour, dans la mesure où son pouvoir de contagion n'a pas été suffisant à ébranler les bourgeoisies d'Amérique Latine et leurs cliques militaires.

C'est pourquoi ce dixième anniversaire ne peut en aucun cas avoir le sens d'une commémoration rituelle. La révolution cubaine toujours vivante, toujours pleine de contradictions, a droit plus que jamais à notre solidarité. Rien ne serait plus pernicieux que d'adopter maintenant à son égard, une attitude d'indifférence parce que la direction du parti communiste cubain a cru bon d'adopter sur la Tchécoslovaquie une attitude que nous condamnons. Aucun processus de transformation révolutionnaire n'est rectiligne et ne peut se faire sans erreurs : au-delà des désaccords il faut faire confiance à toutes les forces révolutionnaires authentiques. □